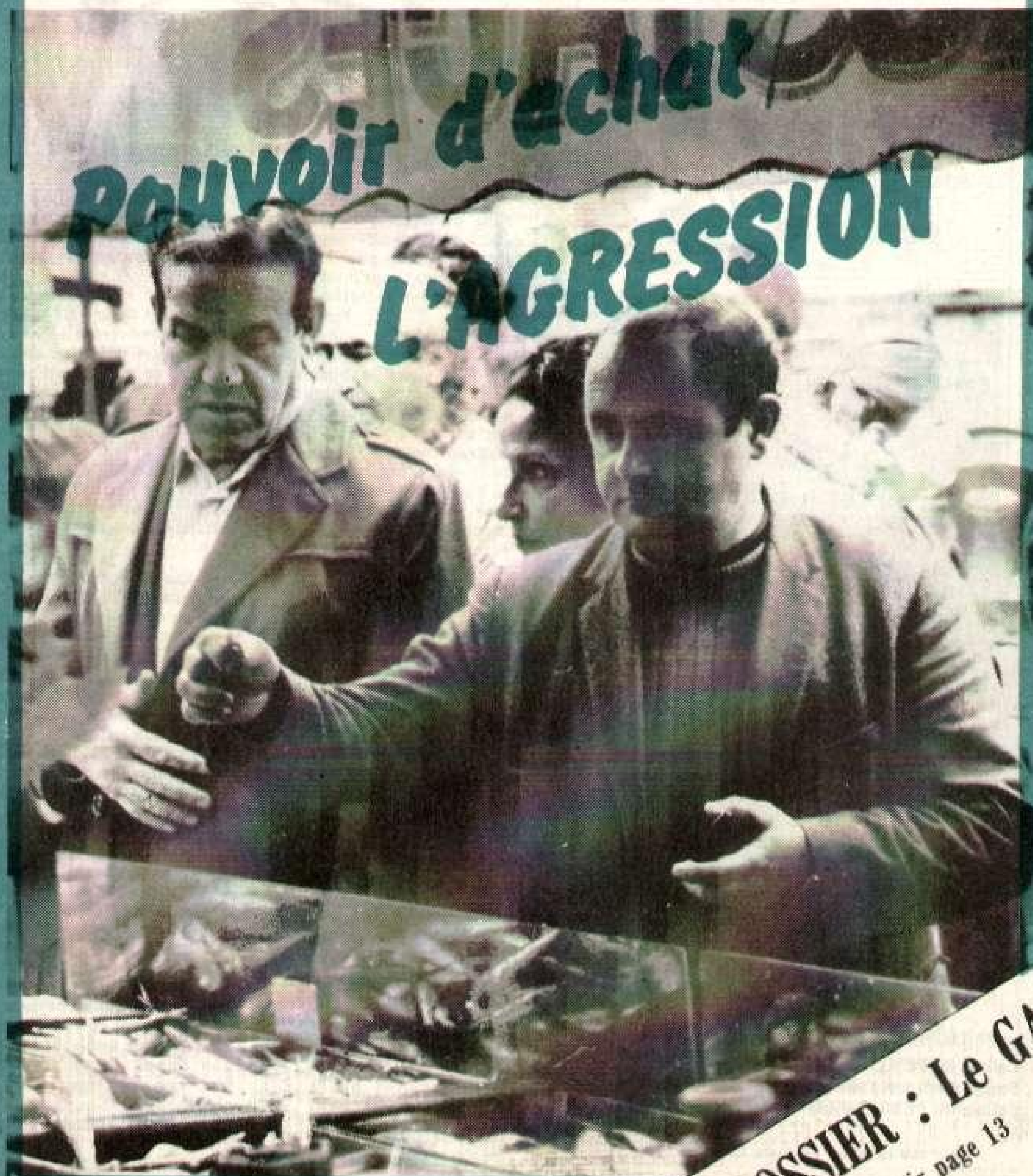
LUTTES : Caisse d'Epargne- les «écureuils» ont du punch ! page 8
Usinor Mardyck - Confiance et unité page 10

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

Bimensuel No 1 200 (73) Nouvelle série. Du 19 mars au 2 avril 1980 – 4 F



DOSSIER : Le GARD

voir page 13

BIMENSUEL PAYSAN:

La Faucille n° 96 est parue

La Faucille

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

AFGHANISTAN

La lutte de tout un peuple contre l'envahisseur



Crise inévitable de l'Europe verte le 31 mars ?



COURRIER DES LECTEURS

Une lettre du Vaucluse

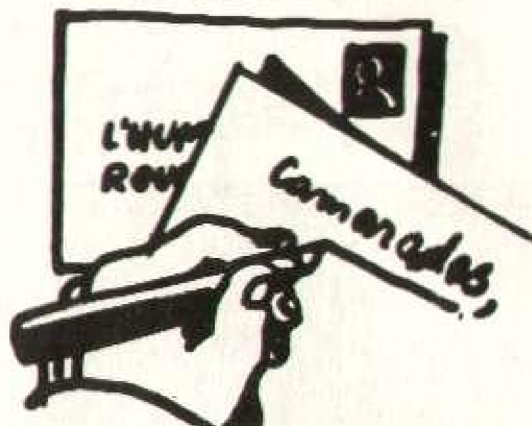
DERNIERE MINUTE

SOMMAIRE

SOUSCRIPTION

Total précédent :	45 452 F
Cellule du PCML Argenteuil	1 394 F
Supplément à réabnt Bim, AD, Rosny-ss-Bois	26 F
Cellule du PCML Vienne	1 000 F
Nouveau total au 14 mars 1980 :	47 872 F

Courrier des lecteurs



A propos de «La femme flic»

Faut-il condamner un film comme « *La femme flic* » (c'est-à-dire engager le lecteur à ne pas le voir) sous prétexte qu'il est défaitiste, qu'il n'entraîne pas à l'action ? (Cf. bimensuel n° 70).

La plupart des critiques de film dans le bimensuel sont de ce type : pessimisme, soumission, négatif, film sortant avec l'aval de la bourgeoisie (remarque : ceux qui n'ont pas l'aval de la bourgeoisie, soit ne circulent pas, soit, tout simplement, ne sortent pas !), film n'appelant pas à lutter. « *On sort écœuré, peut-être, mais pas avec une volonté de lutter contre ceux qui nous exploitent* » ; « *ce n'est pas le pessimisme et le dégoût au cœur, ni en se dressant seul contre l'injustice, que l'on va changer le monde* ».

Les seuls films dignes d'intérêt sont-ils donc ceux qui appellent à la lutte, avec ses héros positifs, sur le courant de lutte classe ouvrière contre classe bourgeoise ? Voilà, à mes yeux, une conception étriquée et dogmatique de l'art progressiste, au service du peuple. Un certain « *réalisme socialiste* », en quelque sorte, mais en tout cas très éloigné des conceptions développées par des gens comme Brecht ou Lou Sin (qui sont pourtant nos « *modèles* »). Regardez (étudiez) leurs œuvres : elles sont souvent « *pessimistes* », n'engageant pas à la lutte, etc... (même si certaines le font, mais avec quelles nuances !) ; voyez « *Ah Q* » de Lou Sin, voyez les très nombreuses œuvres de Brecht (depuis « *Mère Courage* » jusqu'à « *Maître Puntila et son Valet Mati* », et y compris... « *Grande peur et misère du troisième Reich* »).

L'intérêt politique de ces œuvres, ce n'est pas d'appeler à la lutte (elles ne le font pas), c'est d'être le reflet d'une réalité, c'est de montrer et de mettre en valeur une réalité que nous ne voyons pas toujours, car nous n'avons pas toujours la distance nécessaire.

Et la réalité est bien souvent très noire, très pessimiste. Mais le début de la prise de conscience n'est-il pas de prendre conscience de cela ? Et si nous, nous avons compris, ce n'est certes pas une raison pour ne pas essayer de le faire comprendre aux autres.

Parce qu'alors, ce serait nous qui aurions des œillères, qui nous masquerions la réalité.

Par exemple lorsque C. Dhalluin dit que, dans le Nord, **aux rassemblements de soutien aux sidérurgistes**, il y a **rencontré, contrairement** à ce qu'on voit dans le film, « *des gens ouverts et chaleureux* », et non des gens « *soumis et effrayés* », bravo ! Mais que se passerait-il si la propre fillette de ces gens-là était impliquée dans une affaire de prostitution, avec non seulement chantage à l'emploi et au logement, mais aussi chantage au

Suite page 28

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

Sommaire

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs : Intérieur* : Joël Fabien, Catherine Lemaire, Nathalie Villotiers, Charles Malloire, Serge Gallois. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David *et pour les dessins* : Sylvestre. *Collaborateurs* : Rémi Dainville, Hervé Dastar. *Secrétaire de rédaction* : Claude Dhallin. *Administration* : Henri Bernard, Sophie Rezt. *Imprimerie La Nouvelle*. *Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité Rouge B.P. 201 - 75926 Paris Cedex 19. C.C.P. : 3022672 D La Source. Commission paritaire n° 57952. Dépôt légal 1er trimestre 1980. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.



Le point sur la campagne du Parti

«Troupes russes hors d'Afghanistan»

Le parti a réagi vivement contre l'agression en Afghanistan. Tracts multiples, bulletins de cellule qui condamnent l'occupation soviétique, à côté des actions menées sur le quartier ou dans l'entreprise, témoignent assez des efforts dépensés et de la rapidité de la riposte.

par Camille Granot

A Toulouse, dès janvier, des militants ont réalisé par leurs propres soins un montage diapos explicatif et l'ont projeté lors d'une réunion publique.

Puis, avec l'impulsion donnée par les décisions du Comité central (cf. déclaration du 6 janvier parue dans le bimensuel), le travail politique du parti s'est amplifié et s'est organisé.

Voilà plus de deux mois que le parti s'efforce d'expliquer le coup de Kaboul, ses raisons et sa portée, qu'il cherche à rencontrer, à rassembler, à unir tous ceux qui condamnent l'occupation soviétique en Afghanistan.

Bien sûr, la presse marxiste-léniniste, et notamment le *«Quotidien du Peuple»* édité en commun avec le PCRml ont contribué à ces explications ; l'interview de Mike Barry, ethnologue qui connaît bien l'Afghanistan, celui d'Albert Mingam, reporter qui revient de là-bas, les témoignages des journalistes de *Aydinlink* ont fourni et fournissent des faits et précisions, sans compter les informations et les analyses des journalistes eux-mêmes.

Mais nous voudrions parler surtout ici des efforts et des actions des militants et des organisations du parti. Tout ce qui a été fait ne sera pas cité ici... mais prenons quelques exemples :

En Provence, dans le Nord aussi, nos camarades ont pris l'initiative d'une pétition dénonçant l'agression destinée à l'ambassade soviétique, et ils ont pu ainsi, en recueillant des dizaines et des dizaines de signatures, multiplier les occasions de discussion, d'explication, de démobilisation. A l'occasion de la journée anti-impérialiste du 21 février, des ventes exceptionnelles de la presse assorties d'expositions de panneaux, à Orléans, Marseille, Berre l'Etang, ont permis des discussions tout à fait positives. C'est dans la rue, vers les travailleurs que les camarades sont allés pour expliquer les faits, dire la vérité, prouver l'agressivité de l'Union soviétique, les dangers d'une troisième guerre mondiale.

Des meetings ou réunions débat ont été organisés à Marseille, Montpellier, Toulouse, Lille, en banlieue parisienne. Autant d'efforts du parti pour mettre en évidence les faits et susciter la mobilisation la plus large. Plusieurs de ces actions ont été entreprises en commun avec les militants du PCRml, à Lille, Melun, Lyon, etc...

Notre parti n'est pas seul dans cette bataille. Il y a 5 ou 6 ans, lorsqu'il parlait d'expansionnisme soviétique et de troisième guerre mondiale, il était peu suivi. Aujourd'hui, la presse, et notamment la presse régionale, lui ouvre ses colonnes pour annoncer ses différentes initiatives (meetings, débats) et pour faire connaître nos points de vue. Ainsi pour la première fois, le quotidien « *La Voix du Nord* » a publié un long article rassemblant les analyses du parti sur la situation internationale, à la suite d'un entretien avec nous. Ainsi, l'accumulation des événements survenus ces dernières années a ouvert les yeux à plus d'une personne : Yemen, Erythrée, Cambodge... et Afghanistan. Il faut que s'unissent tous ceux qui condamnent l'agression impérialiste de l'URSS, tous ceux qui veulent donner un coup d'arrêt à son expansion, tous ceux qui entendent s'opposer à une troisième guerre mondiale issue de la rivalité des deux superpuissances. Pour réaliser cette unité, il faut se rencontrer, échanger des points de vue, agir ensemble. Cela a été fait ; dans bien des endroits, notre parti a rencontré des militants syndicalistes de la CFDT et de la FEN, des responsables du parti socialiste unifié, du parti socialiste et d'autres organisations... Cela a parfois débouché sur des actions communes. Tract PCML, PSU, COBOM à Miribel, tract UD-CFDT, MAN, COBOM, PCML, PCRml, OCT, PSU, UGET à Lyon par exemple. A Grenoble, notre parti a participé à un meeting dénonçant l'agression russe en Afghanistan avec le PS, le PSU, l'UL-CFDT, le PCRml, Maison des femmes et des organisations d'étudiants grecs, iraniens et musulmans. Ce travail en alliance avec d'autres forces ne saurait s'interrompre, bien au contraire.

Dans cette bataille aussi, se sont resserrés les liens du parti avec les militants et des organisations anti-impérialistes. Nous avons rencontré des patriotes afghans et noué des contacts fraternels avec eux ; à Montpellier, par exemple, le meeting du parti s'est fait avec le soutien unitaire de l'ASEC (Comores), l'AGEG (Gabon), l'UNECA (Centrafrique), l'AEOM (Malgaches), l'UEIF (Iran). A Lille, les militants des Comores, les militants iraniens et afghans ont apporté une contribution très positive au meeting.

Cette solidarité anti-impérialiste, forgée dans l'action concrète, peut et doit être étendue et renforcée.

Parfois enfin des efforts du parti pour convaincre et unir nos compagnons de travail, nos camarades syndicalistes, notamment des militants et sympathisants du PCF et de la CGT. Il y a beaucoup de troubles et d'interrogations dans leurs consciences, nous avons pu le mesurer des dizaines de fois. Certains ont dit publiquement ou en privé leur condamnation de l'agression soviétique. Ainsi par exemple, le maire-adjoint de Chambéry a démissionné publiquement de son parti ; notre presse a relaté de tels faits. Mais nous avons pu mesurer combien le trouble est plus grand chez tous ces camarades, lors de discussions dans les sections syndicales, lors de réunions de remise de cartes, lors de nos initiatives ou plus simplement au travail et dans la vie quotidienne, autour de nous. Deux questions taraudent ces camarades : « *Ne faites-vous pas le jeu de Carter en dénonçant l'Union soviétique ?* » et « *la question de l'Afghanistan détourne de l'unité et des luttes nécessaires contre Giscard-Barre* ». Voilà les deux points principaux à propos desquels il nous faut argumenter et convaincre sans cesse, et nous ne manquons ni de faits et de preuves, ni de conviction ! Alors ? Poursuivons patiemment ce travail de longue haleine, car c'est à ce prix que se développera et se construira solidement le rassemblement le plus large contre la guerre impérialiste, pour la solidarité avec les peuples en lutte pour leur indépendance et leur liberté.

Camille Granot

EDITORIAL

MARS 78 MARS 80

Il y a deux ans les élections législatives voyaient l'union de la gauche éclater. La classe ouvrière allait passer de l'espoir de voir la majorité de droite renversée à la profonde désillusion, conséquence de l'échec électoral de la gauche et de sa division. Les communistes marxistes-léninistes s'étaient appliqués depuis plusieurs années à mettre en garde les masses contre les illusions qu'elles nourrissaient sur l'unité de la gauche et la possibilité qu'offrait la victoire de la gauche de rompre avec le système d'exploitation et de résister au plan de restructuration économique engagé par le gouvernement Barre dès 1976.

Cela n'empêcha pas la classe ouvrière de se retrouver désarmée quand l'union de la gauche vola en éclats. La responsabilité des dirigeants de la gauche est grande car aujourd'hui l'histoire prouve qu'en engageant la classe ouvrière à appuyer sa résistance au plan de restructuration et à l'exploitation sur la seule victoire électorale de l'union de la gauche, dans certains cas au détriment du développement de la lutte de classe, ils ont désarmé la classe ouvrière et l'ont conduite à l'échec.

La bourgeoisie en profita pour réaliser un gigantesque plan de restructuration qui remit en cause d'importants acquis des masses populaires. C'est donc le moment de faire le point, d'examiner la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière.

Les conséquences pour les travailleurs du plan de restructuration sont aujourd'hui bien connues : développement du chômage, précarité de l'emploi, diminution du pouvoir d'achat, blocage des salaires, aggravation des conditions de travail, remise en cause des droits syndicaux et des libertés démocratiques. La note est lourde !

Rétrospectivement on mesure la responsabilité des dirigeants de l'union de la gauche qui jusqu'à ce jour n'ont pas beaucoup parlé de l'échec de leur politique et des conséquences qu'a eues cet échec sur les travailleurs. Leur préoccupation est ailleurs, tournée vers 1981, échéances électorales obligent, où pourtant personne ne donne cher de leur victoire, pas même les militants de leurs partis.

Après mars 1978, la classe ouvrière et les masses populaires ont quand même tenté de résister à l'offensive de la bourgeoisie. Cette résistance fut importante dans la sidérurgie et dans les secteurs qui ont connu de nombreux licenciements. L'épisode de cette résistance que nous saluerons une fois de plus, nous le connaissons bien d'autant que le bilan est net. Les quelques miettes obtenues après la signature de la convention sociale ne pèse pas lourd aujourd'hui dans la balance aux côtés des milliers de licenciements, du désarroi, de la désorganisation des syndicats qu'a engendrés le plan de restructuration. Ainsi la résistance qu'a tenté d'engager la classe ouvrière sur le front de l'emploi s'est soldée par un échec qu'on ne doit pas masquer derrière cette vérité que si rien n'avait été fait la note aurait été plus importante encore.

Sur le front des salaires, la situation n'est pas meilleure. Chacun peut s'en rendre compte. La bourgeoisie elle-même reconnait cette situation en annonçant la diminution de l'indice des salaires au cours du premier trimestre 1980. La classe ouvrière n'avait pas connu une telle situation depuis 1958. Pourtant ce n'est pas faute d'avoir tenté de résister. Après l'été 1979, des luttes toujours plus importantes se sont engagées pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail. Ces luttes, marquées par la grève des travailleurs de l'Alsthom, ne permirent pourtant pas de résister à la politique draconienne du C.N.P.F. en matière de salaire. Pour le C.N.P.F., le blocage des salaires constituait une condition du succès de son objectif de diminution des coûts de production. On comprend la détermination du patronat à bloquer les salaires pour augmenter la productivité des entreprises. L'importance de l'enjeu des luttes des travailleurs pouvait laisser penser que ceux-là mêmes qui portaient la responsabilité du désarroi de la classe ouvrière feraient l'effort de travailler à l'unité des masses populaires. C'était encore une fois se faire des illusions : au contraire leur politique contribua à briser tous les efforts de ceux et celles qui voyaient dans l'unité d'action syndicale un moyen de mieux résister à la bourgeoisie et de redonner confiance aux travailleurs.

Le bilan est lourd, les organisations syndicales ont tenté de résister à ce vent de découragement par une ouverture démocratique au 40e Congrès de la C.G.T. et le «recentrage» de l'activité de la C.F.D.T. confirmé par le 38e Congrès de la C.F.D.T. Elles tentaient par là de juguler la baisse d'effectifs des syndicats. Ces tentatives dont nous ne nions pas certains aspects positifs suscitèrent un regain de confiance chez certains militants syndicaux. Mais aujourd'hui ce sont encore des désillusions pour ceux qui voient le sectarisme, l'isolement prendre le pas sur « l'esprit du 40e Congrès » ou pour ceux qui constatent que le « recentrage » signifie en fait l'acceptation des restructurations capitalistes, alors que les travailleurs attendent des organisations syndicales une ligne d'action unitaire et conforme à leurs intérêts de classe.

Ces choses étant dites, la situation apparait plus claire. La classe ouvrière vient donc de connaitre un échec politique suivi d'échecs successifs sur le plan revendicatif. Les conséquences sont graves sur le plan économique pour les travailleurs. De plus la capacité de résistance se trouve entamée par le phénomène de désyndicalisation.

En jetant à la rue des milliers de travailleurs, en aggravant les difficultés économiques des masses populaires et en s'attaquant aux libertés démocratiques, la bourgeoisie vient de créer une situation qui exige une riposte de grande envergure. Pour cela la classe ouvrière a besoin de retrouver son unité. Cette unité ne peut être reconquise que dans l'action à la base. La réalisation de cette unité conditionne l'essor de la lutte revendicative. Tous nos efforts doivent être concentrés contre la bourgeoisie au pouvoir et son gouvernement.

A nous d'œuvrer à l'unité de la classe ouvrière et à la définition d'objectifs d'action correspondant à l'aspiration et aux intérêts des masses pour arracher à la bourgeoisie ce qu'elle vient de reprendre.

Charles MALLOIRE

Après l'agression raciste qui s'est déroulée le 6 mars dernier à Chelles contre de jeunes immigrés, 28 organisations locales ont immédiatement réagi et ont organisé la riposte. Elles ont publié en commun le texte que nous reproduisons et appelé à une manifestation qui a regroupé environ 1 500 personnes.

Une riposte qui indique la voie à suivre pour faire face aux agressions fascistes et racistes qui se multiplient ces derniers temps.



CHELLES :
Riposte aux racistes

Le jeudi 6 mars 1980, à 12 h 30, une camionnette sans plaques d'immatriculation s'est arrêtée devant la Cité scolaire : une douzaine d'hommes masqués et armés de manches de pioches et de bombes paralysantes ont agressé violemment les élèves nord-africains présents. Cette véritable ratonnade s'est accompagnée de propos racistes du type « on vient nettoyer », « on est là pour vous protéger », adressés aux autres élèves. Ils ont poursuivi leurs victimes jusque dans les jardins des pavillons voisins, rafflant leurs sacs et leurs papiers. Plusieurs élèves ont été sérieusement blessés lors de cette attaque.

A qui avons-nous affaire ?

L'organisation efficace, la rapidité d'exécution, l'entraînement des membres du commando, le matériel utilisé, et la présence récente d'inscriptions fascistes aux abords du lycée nous semblent une signature évidente.

En France, aujourd'hui, se développent des campagnes racistes orchestrées par des organisations d'extrême-droite qui profitent de la période de la crise pour réveiller de vieux réflexes de haines raciales (voir les campagnes électorales du Front national à Gagny et ailleurs). Les agressions de caractère raciste se multiplient sans que jamais leurs auteurs ne soient arrêtés et inculpés. Cette impunité nous semble d'autant plus scandaleuse que la police et la justice, instruments du pouvoir, déploient un zèle remarquable en ce qui concerne interpellations, contrôles, expulsions et condamnations de travailleurs immigrés.

Notre riposte

Face à cette agression, nous avons informé le plus largement possible la population par tous les moyens à notre disposition, information dans les lycées et C.E.S. des environs, contacts avec les parents d'élèves, les partis politiques, les syndicats et les associations de Chelles, compte-rendu à la presse et à la télévision.

Si aujourd'hui les fascistes s'attaquent en priorité aux immigrés et si tous les travailleurs ne se mobilisent pas pour combattre cette vague montante de violence raciste, demain ils s'attaqueront à tous ceux qui se mettront en travers de leur chemin.

Les professeurs et élèves de la Cité scolaire (lycée, L.E.P., C.E.S.) ; F.C.P.E. (Fédération Cornec) section de Chelles ; P.E.E.P. (Fédération Lagarde) section de Chelles : des parents d'élèves : Comité local du M.R.A.P. ; Ligue des droits de l'homme : S.N.E.S. S.G.E.N. (C.F.D.T.) ; Union locale C.G.T. de Chelles : Union locale C.F.D.T. de Chelles ; S.N.E.T.A.S. (Centre culturel de Chelles) ; Parti communistre français (section de Chelles) ; Mouvement des radicaux de gauche (section de Chelles) ; Parti socialiste unifié (section de Chelles) ; P.C.M.L. (Chelles) ; S.N.I.-P.E.G.C. ; J.O.C.-J.O.C.F. : Terre des hommes France ; Amis de la Terre ; municipalité de Chelles ; animateurs L.P.S. ; Mouvement des pionniers de France ; Club de prévention des Coudreaux ; Groupe femmes de Chelles ; Théâtre de Liberté ; Amicale des Algériens en Europe ; Parti socialiste ; S.N.C.

TRAVAILLEURS CLANDESTINS :

La lutte doit continuer

Si je ne m'allume pas, si tu ne t'allumes pas, comment sortirons-nous de l'ombre ? Nazim Hikmet

Ce sont les vers du poète turc que se plaisait à rappeler un ouvrier clandestin de la confection à un journaliste : le 11 février, lui et 16 de ses camarades avaient déclenché une grève de la faim pour obtenir la régularisation de leur situation. Trois jours auparavant, un film télévisé, *French confection*, avait dévoilé à quelques millions de spectateurs le scandale des ateliers de la rue du Sentier à Paris. L'intention était ambiguë : ne voulait-on pas, en haut lieu, justifier par cette projection les mesures gouvernementales contre l'«immigration sauvage» et notamment accréditer la nécessité d'un fichage informatisé ? Car le fait n'est pas nouveau : la police reconnaissait elle-même qu'une enquête ouverte en 1979 avait recensé près de 400 de ces ateliers, et pas seulement à Paris, mais aussi à Lyon, à Grenoble, à Clermont-Ferrand. Une procédure n'a été lancée que contre 80 d'entre eux ! Et la confection n'est pas le seul secteur touché : selon la CFDT, il y aurait quelque 400 000 travailleurs clandestins en France, dont 20 000 à 50 000 dans le textile, mais bien plus encore dans l'agriculture, l'exploitation forestière et le bâtiment.

Le recours à la grève de la faim comme riposte n'est pas non plus nouveau : la dernière régularisation massive date de l'été 1973, à la suite de la trop fameuse «circulaire Fontanet». A la suite surtout de la véritable vague de grèves de la faim à Marseille, Toulouse, Aix, Nice, Perpignan, Mulhouse, Lille, Valence et Paris, qui, à elle seule, rassemblait dans cette forme particulière de lutte plus de 100 ouvriers immigrés. Enfin, c'était en 1974, avant l'arrêt officiel de l'immigration, les Pakistanais de la rue Dulong (Paris 17e), puis les Mauriciens en 1976. Vis-à-vis de la grève de la faim, une sévérité est le plus souvent de bon ton, qui masque de fait les raisons profondes d'un tel recours. Principalement, c'est *l'absence de travail de masse*. Il faut donner à la lutte le maximum de publicité, car la grande masse est soit mal informée, soit pas informée du tout. Il faut donc frapper un coup assez fort pour que l'«opinion publique» s'émeuve, que les médias s'emparent de l'événement.

C'est clair dans le cas des grévistes turcs : nulle envie pour eux de jouer aux martyrs. Ils arrêtent la grève de la faim au moment où ils pensent que le message est passé, le choc assuré, la popularisation effective. Cette dernière est en effet l'objet d'une extension certaine : rappelons-en les étapes.

Février :

8 : Emission télévisée.

11 : Déclenchement de la grève de la faim.

17 : Visite surprise de Stoléru. Les grévistes lui font cadeau d'une machine à coudre. *«Voici l'instrument de notre exploitation, il ne tient qu'à vous qu'il ne devienne l'instrument de notre travail»*.

20 : Meeting à la Bourse du Travail : plus de 2 000 personnes. «Kazanakagiz, nous vaincrons».

Mars :

2 : Succès du gala de solidarité à la Mutualité.

3 : Manifestation de la rue du Sentier à la Bourse du Travail. La grande majorité des participants apparaissent pour la première fois à visage découvert, soutenus par une centaine de militants CFDT.

5 : Arrêt de la grève de la faim.



LE CHOIX DIFFICILE

Les grévistes ont décidé maintenant de travailler à leur organisation et à la reconnaissance de leurs droits. Car les propositions gouvernementales sont dérisoires, ne s'adressant qu'à ceux qui sont entrés en France avant le 1er janvier 1976 : 20 % dans le meilleur des cas. Elles ont un caractère individuel et non collectif. Encore, les grévistes ont-ils obtenu qu'il y ait justification d'un travail effectif, et non existence d'un contrat de travail. Mais la brèche semble ouverte. Le contrôle systématique de l'inspection du travail semble acquis : la CFDT – qui a recueilli quelque 600 adhésions – réclame l'application de la couverture collective. Mais cette syndicalisation, il va falloir la rendre possible, là comme partout où se posent les problèmes de sous-traitance, le morcellement en d'innombrables entreprises de moins de 10 salariés, pour lesquelles le droit syndical ne comporte pas d'élection de délégués. Alors ? Peut-être la reconnaissance d'une délégation de rue ou de quartier, l'installation d'une permanence.

NOTRE RESPONSABILITE

A l'événement, un certain nombre d'organisations ont réagi rapidement : la Fédération Hacuitex-CFDT, l'Union Régionale CFDT, le MRAP, les FASTI, etc. ainsi que des partis politiques (PS, PSU, LCR, PCML, PCRml). Plus de 2 000 travailleurs turcs, acculés à l'expulsion éventuelle, n'ont pas hésité le 3 mars à sortir dans la rue, à visage découvert : n'aurions nous pas dû être des milliers à leurs côtés ? Il nous faut multiplier nos efforts pour le soutien concret (constitution de comités de soutien de ville, de quartier) et pour que les organisations syndicales y participent activement. On parle beaucoup de «surexploitation» : le terme est ambigu car il laisse supposer qu'il y aurait une différence de nature entre différentes exploitations, là où il n'y a que différence de degré. L'exploitation est la même partout : pour lui faire obstacle, forger notre unité est une nécessité d'une lutte anticapitaliste conséquente.

Travailleurs Français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Joël Fabien

CAISSE D'EPARGNE DE PARIS

Après l'échec de la longue grève de 1976 (trois mois !), le personnel de la CEP (1) et ses organisations syndicales ont connu trois années très difficiles, car ils avaient perdu confiance dans leur capacité à combattre la Direction générale.

Une grève d'une semaine leur a peut-être redonné confiance.



Les écureuils ont du punch!

L'offensive de la direction ne s'est pas limitée à reprendre les acquis, elle a cherché aussi à remettre en cause la cohésion du personnel, son unité. Un élément garant de cette cohésion, l'avancement à l'ancienneté, a été l'objet d'attaques virulentes. Cette forme d'avancement faisait que l'ambiance existant chez le personnel de la CEP n'avait rien de commun avec celle de la banque : le tutoiement entre chefs d'agence et employés est pratiquement la règle, la concurrence dans le personnel existait très peu.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI SE DEGRADENT

Depuis 1976, les conditions de travail se sont dégradées, de par le mauvais fonctionnement du réseau informatique qui entraîne des heurts permanents avec la clientèle, l'introduction de nouveaux produits, le nombre des opérations effectuées (plus de 40 % entre 1978 et 1979), le tout dans des locaux non adaptés à la réception d'une clientèle nombreuse. Les effectifs stagnent depuis 1975.

En mars 1979, la direction générale dénonce le protocole de 1972 portant sur les horaires. Tout en restant dans le cadre des 40 heures, elle décide d'allonger le temps d'ouverture des guichets de 75 minutes par semaine, bloquées sur un soir, ceci en réduisant le temps de travail hors clientèle. Ce qui a pour conséquence d'augmenter la productivité et de retarder la sortie du personnel.

TROP C'EST TROP

La question de l'aménagement des horaires devait être le moteur entraînant le reste : les syndicats opposaient à ce projet la réduction du temps de travail (les 35 heures), le recrutement, les conditions de travail, le droit syndical. A ceci, l'assemblée générale du 29 février devait ajouter la titularisation des auxiliares et le tableau d'avancement.

La direction a sous-estimé jusqu'au bout la combativité du personnel : 2 jours avant l'assemblée générale du 29 février, et l'occupation des locaux, elle publie un tableau d'avancement bouleversant toutes les habitudes et les acquis.

Après un intense travail de mobilisation, une assemblée générale est convoquée le 29 février. Les trois syndicats (CFDT, CGT et SUACCE (2) proposeront alors le même mode d'action : l'occupation des locaux. Proposition adoptée à une très forte majorité après de brefs débats.

Dès l'occupation, les voitures de service ne sortent plus. On en bloque un maximum. Le service de sécurité est «remercié». Ce sont les grévistes qui assureront les rondes des vigiles : on ne veut pas de loups dans la bergerie !

Le comité de grève est mis en place : sa composition est criticable, car il comprend les trois commissions exécutives dans syndicats et quelques 30 personnes élues sur une liste bloquée. Néanmoins, des commissions sont formées (bouffe, popularisation, presse, organisation), et permettent au plus grand nombre de s'exprimer.

Le journal de la grève

SAMEDI 1er MARS : On vote la reconduction jusqu'au mardi 4. Entre-temps, le comité de grève prend des décisions importantes. Les délégués reçoivent des assignations et doivent comparaître devant les référés le lundi.

LUNDI 3 MARS : Le comité de grève se réunit, des propositions sont faites pour éviter la stagnation du mouvement, telle l'occupation des succursales et celle du sercice des prêts dans une rue voisine. La CGT repousse à plus tard ces propositions.

MARDI 4 MARS : Des centaines de grévistes se rendent à l'audience des référés. Le juge reporte son verdict au soir, après audience des deux parties. Le verdict : *«Expulsion des grévistes»* ! La CFDT affirme qu'il faut occuper les succursales et refuser de se rendre aux sommations des flics. Opposition de la CGT.

MERCREDI 5 MARS : Assemblée générale. La CGT commence à parler d'effritement de la grève (nous avons appris plus tard que le nombre de grévistes avait été «gonflé» au départ, 1 000 avaient été annoncés. Il y en avait en fait 710, d'où cet argument d'effritement). Mais dans ce cas, pourquoi ne pas étendre l'occupation aux succursales ? La position de la CFDT est adoptée : refus de sortir, on se fera déloger.

JEUDI 6 MARS : 8 heures du matin, le dispositif policier est en place. La direction est présente, elle a choisi cette heure tardive pour graver dans la mémoire des non grévistes cette impression de force qui paraît être la sienne, mais beaucoup de non grévistes n'apprécieront pas. 9 heures : les grévistes sortent calmement, les flics dans le dos. Ainsi que l'avait prévu la CFDT, tout s'est bien passé. Les «écureuils» bloqueront la rue du Louvre pendant une heure, puis seront repoussés fermement par plus d'une centaine de CRS.

Ils se dirigent alors vers le Bourse du Travail... et se précipitent vers l'immeuble de la CEP du boulevard de Sébastopol pour l'occuper !

VENDREDI 7 MARS : Réunion mensuelle de délégués du personnel. Le maintien de cette réunion est sans doute une erreur de la part des syndicats, car à froid, dans la situation actuelle, ce type de réunion ne traduit pas le rapport de force et permet aux patrons de réaffirmer leur force. Et c'est un échec. La direction lâche sur le nocturne hebdomadaire et ajoute un quart d'heure quotidien de clientèle.

SAMEDI 8 MARS : Assemblée générale à la Bourse du Travail. La CGT et le SUACCE proposent la reconduction avec occupation des locaux ; la CGT, «la poursuite de l'action sous de nouvelles formes», c'est-à-dire la grève du samedi après-midi.

Le vote :
- Reconduction avec occupation . 157
- Reprise et «autoréduction» . . . 173

L'assemblée générale s'interrompt et la CFDT propose de relancer le mouvement le 15 avril, date d'application des nouveaux horaires.

La CGT : grève le samedi... et grève avec occupation le jour de la délégation du personnel. La proposition de la CFDT est adoptée à une forte majorité.



Les travailleurs du livre du Matin viennent apporter leur soutien aux grévistes de la CEP et sont bousculés par les flics. —Photo HR—

QUELLES PREMIERES LECONS TIRER DE CE CONFLIT ?

La grève s'est bien sûr terminée sur un échec, mais un échec provisoire. Contrairement à l'échec de la grève de 1976, le personnel est conscient qu'il est plus fort : il a fait l'expérience d'une forme de lutte plus dure qui aurait pu payer si elle avait été étendue, notamment par l'occupation des succursales. Cette grève riche en enseignements ouvre des perspectives de luttes au personnel.

Un camarade de la CEP

le rapport Mayoux

Comme les rapports Guillaumat pour la SNCF, Nora pour l'informatique, Davignon pour la sidérurgie, le rapport Mayoux a été élaboré en vue d'améliorer la rentabilité d'un secteur particulier, en l'occurence le secteur bancaire. Son application s'accompagne de profondes réformes dans les structures de gestion. Pour les Caisses d'Epargne, ces réformes seront encore plus violentes, puisqu'il prévoit un élargissement vers les fonctions bancaires et le drainage de l'épargne vers le financement des investissements des entreprises.

Le patronat de la banque envisage l'application conjointe de ce rapport avec celui de Nora-Minc dont l'objet est de pousser l'informatisation à un point tel que d'ici une dizaine d'années, les effectifs des banques devraient être «dégraissés» de 30 %.

---

(1) Les Caisses d'Épargne de «l'Écureuil» (pas celle des PTT) regroupe 490 caisses en France et 18 000 employés dont 1 700 à Paris et en proche banlieue.

(2) SUACCE : Syndicat Unifié des Agents et Cadres des Caisses d'Épargne. Avant 1947, la CGT qui existait déjà à la CEP a proposé la création d'un syndicat unifié, la SUACCE, pour éviter une scission de type Force Ouvrière. La CGT a quitté ce syndicat en février 1980, et s'est constitué en syndicat «CGT» par son congrès des 12 et 13 mars.

USINOR MARDYCK APRES 36 JOURS D'UNE GREVE EXEMPLAIRE

Confiance et unité



C'était Mardyck-la colère : un jour ceux du T.M. se sont rassemblés et ils ont dit : *« Non ! Ça ne peut plus durer, avec nos salaires on n'y arrive pas, il faut revoir nos salaires et revoir les classifications »*. Lorsque la grève éclate, le 4 février dernier, ce n'est certes pas un coup de tonnerre dans un ciel serein et dans diverses entreprises de la région des luttes se déroulent plus ou moins ponctuelles. Et, tout de suite, il devient évident que la grève du T.M. d'Usinor-Mardyck c'est *autre chose*.

Dans une situation difficile pour la classe ouvrière et face à une direction de choc intransigeante, les travailleurs du T.M. ont su mettre en œuvre une tactique offensive susceptible de maintenir la mobilisation à un haut niveau et de porter des coups durs aux patrons en évitant l'isolement et la division.

PORTER DES COUPS AUX PATRONS

Dès le début un solide piquet de grève a été établi et les grévistes ont pris de justes mesures pour protéger leur grève et se donner les moyens d'aboutir : blocage des locaux tracteurs, démontage des voies... Par ses attaques violentes contre les grévistes assimilés à une bande de *« saboteurs »* et contre la C.G.T. présentée comme *« une petite équipe extrémiste »* (sic !) commettant des *«dégradations»* et *«des actes graves et dangereux »*, la direction a révélé qu'elle était durement touchée par la lutte du T.M. et des efficaces dispositions d'action prises par les grévistes. De fait l'assurance de la direction a été sérieusement ébranlée. Les travailleurs ont lancé la grève au bon moment : il y avait des commandes pressantes pour l'étranger et 240 wagons prêts à partir se sont ainsi trouvés bloqués. Résultat : Filnord a perdu son contrat avec un gros client : le Brésil. Nul doute que cela a fait mal aux patrons et par leurs calomnies et leurs violences, ils ne faisaient que s'agiter en criant : *« touché »*. Durant trois semaines le blocage des expéditions de produits laminés à froid a été effectif. Au départ il y avait une cinquantaine de camions expédiant environ 20 tonnes de bobines de métal chacun, ce qui faisait 1 600 tonnes d'expédiées sur une production quotidienne de 4 500 tonnes, soit environ 1/5e. Le reste était bloqué par les grévistes. Il faut rappeler qu'à la fin de la grève la direction avait rassemblé jusqu'à 240 camions !

Si les grévistes du T.M. sont parvenus à porter des coups durs aux profits patronaux c'est aussi grâce à la solidarité active des dockers et des mariniers : souvenons-nous du *« Monte-Christo »* qui ne put charger que 660 tonnes de laminés au lieu des 2 200 prévues. Quant aux expéditions par péniches, elles furent entravées par l'action de la C.G.T. des mariniers.

UNE TACTIQUE SOUPLE ET EFFICACE

Autre aspect de la lutte à souligner : la grève est demeurée sectorielle et n'a pas été étendue à toute l'usine. C'est là une décision délibérée des travailleurs et de leur syndicat C.G.T. ainsi que nous l'explique deux délégués de cette organisation : *« selon l'analyse de la C.G.T., les gars à Mardyck n'étaient pas prêts à arrêter dans toute l'usine et généraliser le conflit c'était risquer l'isolement. A Neuves-Maisons, ils ont débrayé secteur par secteur et ils ont été à la soupe. La direction a prononcé le lock-out »*. De fait la direction de Mardyck a été impuissante, s'est trouvé dans l'incapacité de déclarer le lock-out de l'entreprise. Certes le problème subsiste du blocage des camions : au début de la grève les camions étaient bloqués et les quatre équipes de l'expédition ont débrayé à plusieurs reprises spontanément en solidarité avec les grévistes du T.M. Fallait-il pour autant demander à ces travailleurs de partir en grève : *« la direction en aurait profité pour mettre au chômage technique*, me déclare un délégué C.G.T. du T.M., *en remontant secteur par secteur depuis les expéditions »*.

Bref, il a fallu mettre en œuvre une tactique souple visant à préserver l'unité et à donner le maximum d'impact à la lutte.

LA SOLIDARITE EN ACTES

Quant à la solidarité elle s'est manifestée à plusieurs niveaux. Dans l'usine d'abord on a vu que les travailleurs faisaient bloc autour des grévistes : lors de l'épisode du commando patronal contre le piquet de grève toute l'équipe de nuit a débrayé en masse pour riposter et, dans la matinée, 250 sidérurgistes ont envahi les bureaux de la direction pour demander des comptes et rappeler avec force les revendications du T.M.

Hors de l'usine les collectes de solidarité ont rapporté près de 4 millions d'anciens francs dont 1 million 200 000 pour les seuls dockers de Dunkerque. Notre parti dès la première heure s'est trouvé aux côtés des travailleurs en lutte et ensuite, jour après jour, nos camarades n'ont pas ménagé leurs forces pour aider les grévistes à arracher la satisfaction de leurs revendications. La cellule Gabriel Péri du P.C.M.L. a popularisé largement, notamment à Usinor-Dunkerque, la grève du T.M. par son bulletin de cellule : *« Et l'acier fut trempé »*, et a receuilli pour les grévistes 1 200 francs en deux collectes de solidarité. De son côté le Comité de parti Jeanne Labourbe a envoyé un message de solidarité accompagné de 200 francs, fruits d'une collecte en son sein. Notre parti n'a fait là que son devoir de classe. Un parti qui se réclame de la classe ouvrière et du socialisme a pour obligation de soutenir concrètement l'action des travailleurs et de lutter à leurs côtés.

UN AIR DE LIBERTE

Après 36 jours de grève les travailleurs ont repris le travail. La tête basse ? Pas le moins du monde ! Ici chacun a conscience d'avoir arraché quelque chose aux patrons, d'avoir obtenu des acquis solides et sérieux. L'unité en sort consolidée et la confiance s'est accrue envers le syndicat C.G.T. qui s'est renforcé au cours de la lutte : 99 % des grévistes du T.M. sont aujourd'hui syndiqués à la C.G.T. *« Il n'y a pas de pessimisme. La grève a renforcé l'amitié entre les gars, on est plus fort qu'avant et chacun est prêt à remettre ça »*, me déclare un délégué C.G.T. du T.M. Une méthode qui vérifie la justesse de cette affirmation : le lendemain de la reprise des travailleurs du T.M. stoppent spontanément leur loco à la vue de délégués, ils abandonnent leur machine sur la voie et s'en vont discuter avec les représentants syndicaux. La direction s'est aussitôt affolée à l'idée d'une nouvelle grève et a téléphoné pour demander que *« le travail reprenne »*... Oui aujourd'hui au T.M. d'Usinor-Mardyck règne la confiance et l'unité : il y a comme un air de liberté gagnée.

Rémi Dainville



«J'approuve mon mari»

« Mon mari rentre avec 2 160 F. Mon garçon ramène la même chose. On est six à vivre là-dessus, il y a 4 enfants et 2 sont au chômage. J'ai ce mois-ci 2 480 F de gaz et d'électricité à payer... il y a des retards. Je paye 790 F de loyer et j'ai une facture d'eau de 390 F. J'approuve mon mari, il faut de meilleurs salaires. »

Voilà le témoignage simple, vrai, d'une femme de gréviste lors de l'Assemblée des femmes qui s'était tenue à l'usine. Que dire de plus ? Des hommes réclamaient seulement 300 F d'augmentation. Pour faire vivre leurs familles ils se sont battus avec courage pendant 36 jours et ce sont ces hommes que la direction de Mardyck appelait des « saboteurs ».

Ce qui est obtenu

Des acquis positifs :

1) Aux douze augmentations de salaire de 12 F à 40 F obtenues au début de la grève, les travailleurs obtiennent une augmentation de 70 F pour les aiguilleurs et les conducteurs et de 50 F pour les accrocheurs.

2) Une prime supplémentaire de productivité est acquise pour toute l'usine, d'environ 24 F par mois (soit tout cela qui est au-delà des 90 % de la S.R.U.). Cela n'était pas l'objet du conflit mais cela constiue un acquis, bien que calculée secteur par secteur, cette prime est un instrument de division aux mains de la direction.

3) Une super-prime de 0,8 % du salaire mensuel acquise pour toute l'usine : sur un salaire de 3 500 F cela donne 280 F. La moitié de cette prime sera payée selon la production et l'autre moitié selon... le bon vouloir du patron.

4) Quand un travailleur en 3 x 8 remplace un travailleur en feux continus, il sera désormais payé en « feu continu ». Cet acquis important qui n'existe pas à Usinor-Dunkerque sera appliqué à toute l'usine.

5) Les travailleurs obtiennent pour toute l'usine un repos supplémentaire toutes les 6 semaines au lieu de toutes les 7 (soit un R.T.T. de plus par an).

6) De nouvelles classifications seront mises à l'étude pour le T.M. Le patron reconnaissant que les T.M. sont les « enfants pauvres de l'usine » et qu'il faudrait une nouvelle étude de poste.

7) Trois licenciements de délégués sont annulés (mais demeure la menace de licenciements ultérieurs si se produit « une faute lourde »). La direction a reculé dans sa volonté de porter atteinte au droit de grève. Par contre trois autres demandes de licenciements sont maintenues dont un que le C.E. vient de rejeter.

Message du PCML

« Aux travailleurs du T.M. en grève ».

Camarades,

Depuis plus de trois semaines maintenant vous luttez avec détermination pour :

– 200 F d'augmentation

– la révision de vos classifications.

Vous vous heurtez à une direction intransigeante qui n'a pas hésité à la suite d'intimidations de toutes sortes à organiser un véritable commando pour tenter de briser votre mouvement. Votre combativité et l'unité de tous les travailleurs de Mardyck ont mis en échec cette piteuse exhibition patronale. Usinor-Dunkerque, dockers, mariniers, etc. : la solidarité se développe de plus en plus autour de vous.

Soyez à nouveau assuré de la pleine et entière solidarité de notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste. Vous trouverez ci-joint un modeste soutien financier, fruit d'une collecte au sein de notre Comité de parti.

Recevez, camarades, nos chaleureuses salutations.

Lille le 25 février 1980

Comité de parti

Jeanne Labourbe du P.C.M.L.

POUVOIR D'ACHAT

L'agression

Le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé. C'est ce que vient de déclarer le très officiel organisme d'État d'économie et statistiques, l'INSEE.

Dans le même temps, Barre annonce sans vergogne : «*Le maintien du pouvoir d'achat devient, dans les circonstances actuelles, un objectif de plus en plus ambitieux*». Et, pour notre «*meilleur économiste de France*», c'est clair : «*c'est à cause de la hausse du prix du pétrole*». Ne vient-il pas de déclarer : «*Voilà pourquoi je tiens pour dérisoires toutes les analyses relatives à l'économie française qui ne partent pas de ce fait central*» (la hausse du prix du pétrole).

Dans le secteur privé, la baisse des salaires s'est élevée jusqu'à 2,6 % d'octobre 1978 à octobre 1979, et dans le secteur public elle atteint 1,3 % pour l'ensemble des fonctionnaires entre décembre 1978 et décembre 1979.

Le pouvoir d'achat s'est ainsi réduit du fait de la hausse des prix qui a atteint, rappelons-le, un record en janvier 1980 (indice officiel de 1,9 %), sans parler des impôts, des diverses taxes et de la hausse des cotisations sociales qui pèsent lourd sur notre porte-monnaie : hausse de 1,25 % au titre de l'assurance-vieillesse à compter du 1er avril 1979, de 0,24 % au titre de l'assurance-chômage à compter du 1er avril 1979, et de 1 % au titre de l'assurance-maladie à compter du 1er août 1979. Soit, au total une hausse de 2,5 %. Et ces diverses hausses frappent de plein fouet ceux qui touchent les plus bas salaires et tout particulièrement les smicards.

Rappelons qu'une étude récente de l'INSEE montre que dans l'industrie et le commerce, les bas salaires sont légion : un tiers des salariés – une femme sur deux et un homme sur quatre – touchent moins de 2 860 F (cotisations sociales déduites), et 8,5 millions de salariés (61,5 % des hommes, mais 82,5 % des femmes) touchent moins de 3 900 F par mois.

Et qui dit réduction du pouvoir d'achat, dit obligation pour les travailleurs de réduire les achats de biens nécessaires pour vivre.

REDUCTION DE LA CONSOMMATION DES TRAVAILLEURS

Toujours selon les statistiques officielles, la croissance de la consommation fut très limitée pendant les trois premiers trismestres 1979, et s'est un peu redressée au quatrième trimestre. Mais, ce léger redressement s'est fait au détriment des économies réalisées par les travailleurs : ils doivent prendre sur leurs économies (épargne) pour acheter, en particulier des biens durables (appareils électro-ménagers...). C'est ainsi que le taux d'épargne a baissé de 16,5 % au quatrième trimestre 1979, et le niveau atteint en 1979 est l'un des plus bas depuis 5 ans. Les retraits sur les dépôts ont baissé de 61 % en octobre 1979, puis de 67 % en novembre. Au total, en janvier 1980, ils marquent sur un an une chute de 51 %, démontrant par là que les travailleurs puisent de plus en plus dans leurs économies pour tenter de s'en sortir.

Alors d'où vient cette dégradation ? Pour Barre, c'est clair : c'est à cause de la hausse du prix du pétrole.

A CAUSE DE HAUSSE DU PRIX DU PETROLE ?

Mais, alors, pourquoi la facture pétrolière ne représente-t-elle que 3,5 % du PNB (ensemble de la production du pays) en 1974, et 4,1 % aujourd'hui ?

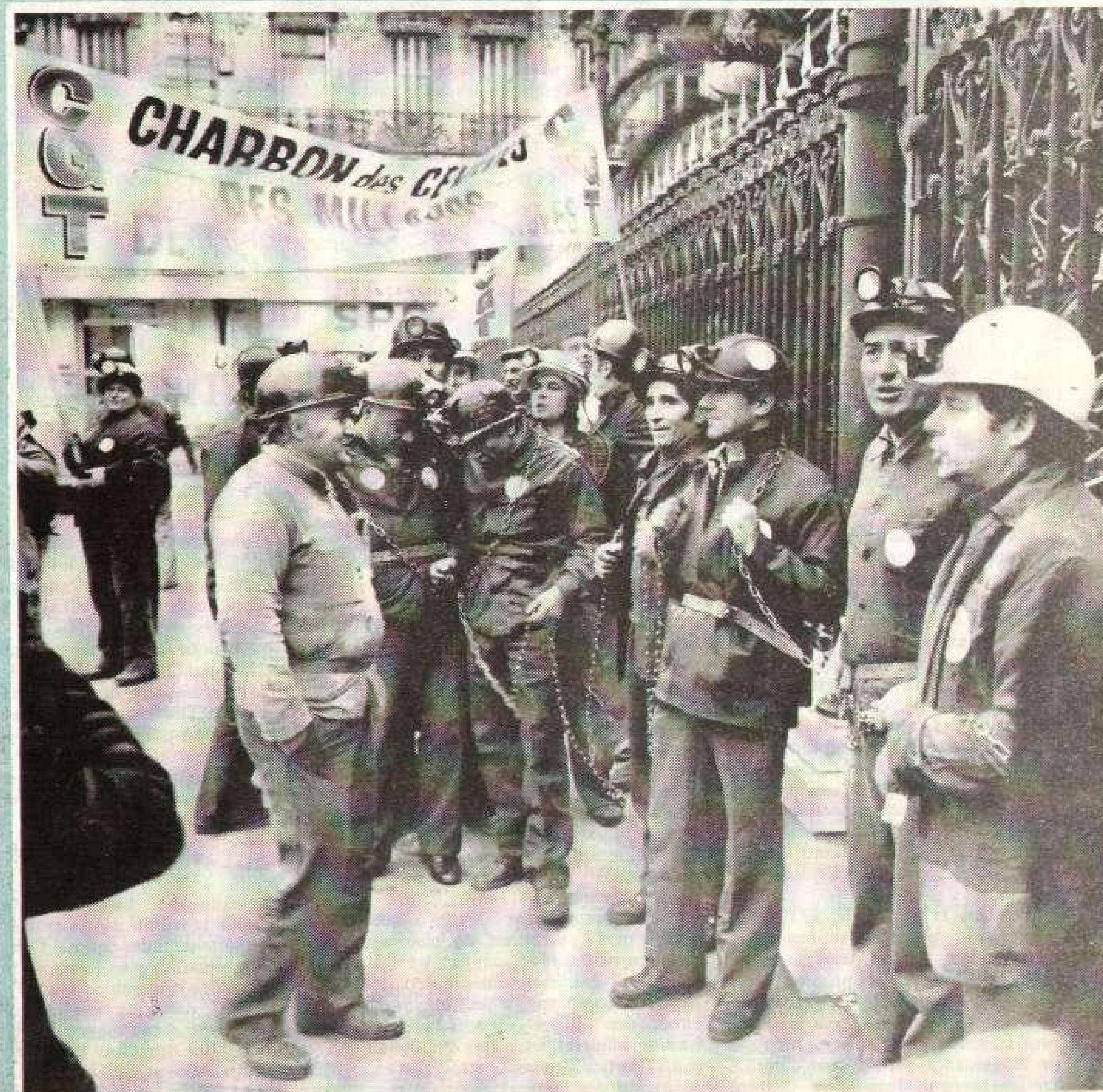
Suite page 21



Hausse de la productivité du travail... et accroissement du chômage.

LE GARD

Un département riche en traditions prolétariennes



Dossier réalisé par Michel Lopez et notre correspondant à Nîmes

Pour bon nombre, le département du Gard est connu surtout pour ses deux extrêmes : la petite ville du Grau-du-Roi, au bord de la Méditerranée, où l'été s'entassent les vacanciers en quête de soleil et de baignade, au Sud ; et la région du Haut Gard : les Cévennes accrochées au Massif central, synonymes de pêche, de cueillette des champignons, et de retour à la nature, pour les citadins des grandes concentrations urbaines.



Un département ouvrier

Pour bon nombre de communistes, de syndicalistes et de travailleurs, ce département est aussi connu pour tout son passé de luttes prolétariennes et ses hauts faits de résistance contre les nazis.

Peu après la fondation du PCF, c'est dans le village de mineurs du Martinet, à une quinzaine de kilomètres d'Alès, que fut élu l'une des premières municipalités communistes. C'est à Alès que Marcel Cachin fut pour la première fois, au nom du PCF, candidat aux élections législatives. C'est à Nîmes que, dès sa création, la CGTU connut un important développement chez les cheminots.

Pendant la guerre de 1939-1945, nombreuses furent les actions de résistance dans ce département qui, en 1945, se libéra par ses propres forces, devançant la progression de l'armée US.

De nombreux épisodes de ces luttes prolétariennes, et de ce passé héroïque de la résistance ont été contés par l'écrivain cévenol, Jean-Pierre Chabrol.

Si ce département a joué un rôle éminent dans les luttes prolétariennes de notre pays, c'est qu'il était, et demeure, un département ouvrier.

Au cours du XVIIIe siècle, l'industrie textile (la manufacture) fut un important pilier de l'industrie locale (production de soie). Mais, dès le Second Empire, à la suite de la politique résolument libérale de l'Etat bourgeois, de l'ouverture du canal de Suez (concurrence des soies d'Extrême-Orient), et de l'effet combiné de la maladie du ver à soie (la «pébrine»), l'industrie de la soie s'effondre, et seules subsistent aujourd'hui des industries textiles dans le domaine de la confection.

C'est à ce moment (vers les années 1870) que l'extraction du charbon, notamment dans le bassin minier d'Alès, prend son essor dans le département, accompagné d'un important exode des villages cévenols vers les bassins miniers, ainsi que des conditions particulièrement atroces d'exploitation des mineurs, dont on peut se faire une idée dans les ouvrages d'Hector Mallot («Sans famille»), décrivant, sous une autre dénomination, l'inondation de la mine de Lalle, à côté de Bessèges.

La métallurgie a également joué un rôle important dans la région d'Alès, par l'intermédiaire de la Société des Forges de Tamaris, implantée en 1832 (actuellement filiale d'Alsthom), et l'usine Vallourec de Bessèges (ex-Société des Tubes de Bessèges, après une série d'intégrations dans les groupes Lorraine-Escault, puis Usinor).

LA SITUATION ACTUELLE

La fermeture des exploitations de charbon dans la région d'Alès (totale en 1985), porte de rudes coups à l'emploi, et à la situation d'ensemble de la classe ouvrière de la région.

De 20 000 dans les années 50, les mineurs sont actuellement 1 500. A ce propos, des questions se posent sur le comportement des leaders locaux de la gauche, qui, de 1965 à 1975, ont tout misé sur la reconversion, allant même jusqu'à affirmer qu'il ne fallait pas mener de luttes pour ne pas effrayer les patrons susceptibles de venir s'implanter. Il est certain que cette politique pèse lourd aujourd'hui dans le rapport de forces entre la classe ouvrière et la borgeoisie, et que les justes actions contre la fermeture menées actuellement, se situent dans un contexte marqué des erreurs passées.

Dans le même temps, il est certain que peu est fait, au niveau de la direction des syndicats pour organiser la solidarité entre les différents secteurs touchés par les licenciements, et que les travailleurs des différentes entreprises en sont souvent réduits à se battre seuls, comme ce fut le cas en 1979, pour l'usine Vallourec de Bessèges.

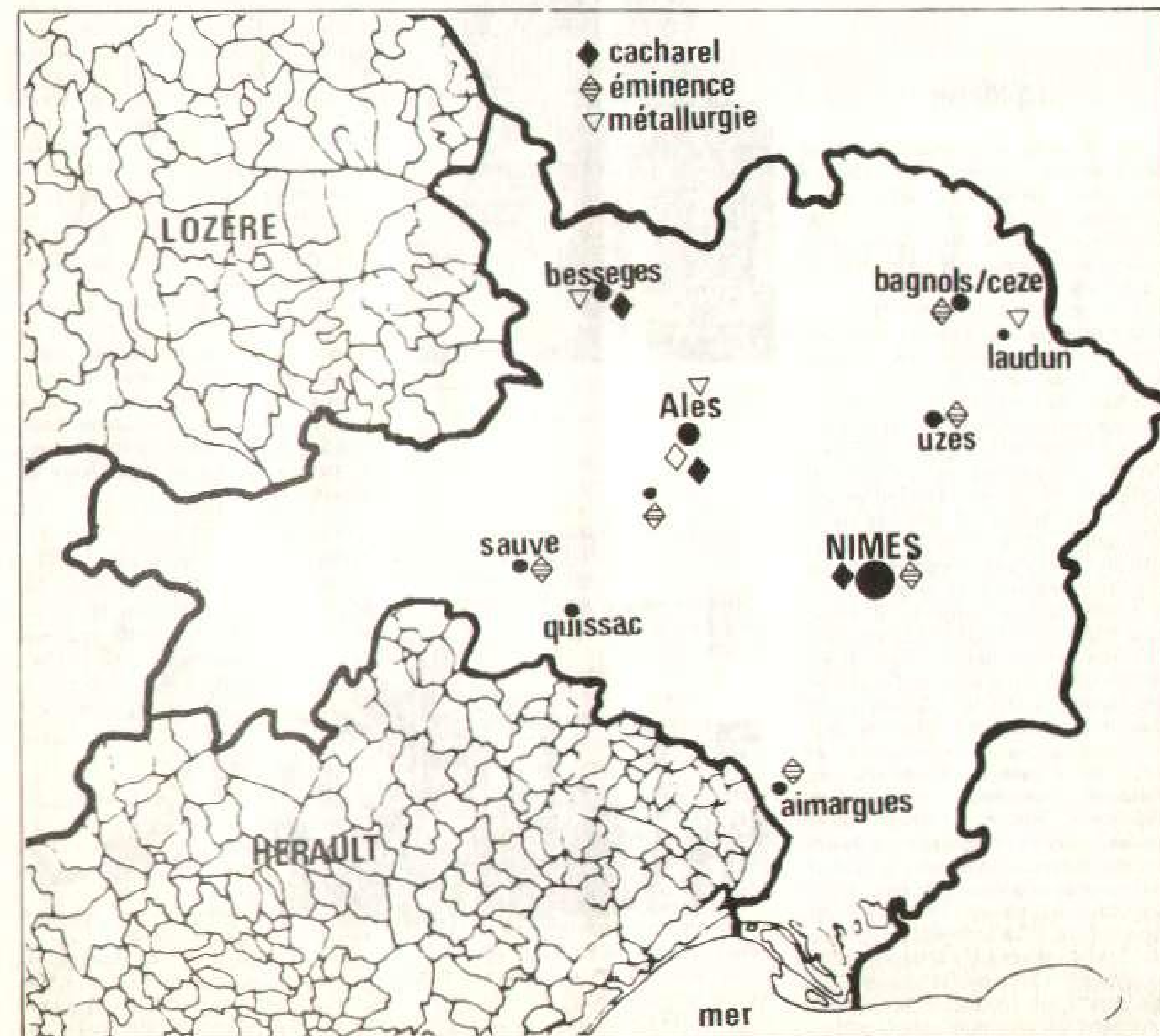
Dans cette situation, notre parti avec ses petites forces agit du mieux possible pour organiser la solidarité.

Un rude coup est donc porté à l'emploi dans le Gard, par le biais de la fermeture des mines, et un autre se prépare avec le projet de fermeture du dépôt SNCF de Nîmes en 1982.

Là aussi, les seules conditions pouvant permettre d'espérer une victoire sont l'unité et une solidarité de grande ampleur.

Si la bourgeoisie semble donc vouloir licencier à tour de bras, en un certain nombre de points du département, il est également vrai qu'en un point de la région, l'industrie s'est développée, depuis quelques années, à savoir à proximité de la Vallée du Rhône, de Bagnols-sur-Cèze jusqu'à Aramon.

Cependant, dans l'ensemble, sur le département, la classe ouvrière ressent durement comme ailleurs, la politique de restructuration industrielle menée par la bourgeoisie, et rencontre des difficultés pour s'organiser et combattre les licentiements. La seule voie pour faire face est de reconstruire l'unité et la solidarité de la classe ouvrière. La classe ouvrière de ce département saura, nous en sommes convaincus, s'appuyer sur son riche passé à l'exemple des ouvriers de la SAFT qui ont en décembre 1979 remporté une mangnifique victoire, pour reconstituer ses forces et organiser la résistance à la politique du gouvernement Giscard-Barre.



La métallurgie à la pointe des luttes

C'est surtout autour du bassin minier d'Alès que s'est développée l'industrie métallurgique dans le Gard. Plus récemment dans l'est du département, au bord du Rhône s'est installée Ugine-Acier qui emploie 1 500 travailleurs. Avec la fermeture progressive des houillères du bassin des Cévennes l'emploi dans la métallurgie a aussi baissé.

Richard Ducros, avec son patron bien connu pour son passé pétainiste, emploie 400 à 500 travailleurs et produit des grosses pièces soudées. Ces travailleurs se sont dernièrement manifestés par leur solidarité avec les grévistes de la S.A.F.T.

Vallourec

On disait dans le temps « *les tubes de Bessèges* », l'entreprise qui fabrique des tubes soudés a été rachetée par Vallourec et comptait en 1963 750 travailleurs. Depuis 1975, Vallourec a entamé son processus de liquidation de l'entreprise. Devenue *Vallexy* en 1979 elle ne compte plus aujourd'hui que 330 travailleurs. 41 licenciements ont frappé les ouvriers de l'usine cette même année. Selon Roger Doladille, secrétaire du syndicat C.G.T., d'autres licenciements seraient en préparation. Les travailleurs et leur syndicat se sont battus courageusement contre ces licenciements, se sont rassemblés autour d'eux toutes les couches de la population. Mais cette lutte a été difficile, et n'a pas rencontré tous les appuis nécessaires pour gagner, d'autant que dans le contexte, il aurait fallu frapper le patron à la caisse, dans les autres entreprises du trust. Il est certain qu'il n'est pas facile d'organiser une bataille à une telle échelle et de plus un syndicat d'entreprise ne peut le faire à lui seul. A la mesure de ses forces notre parti a soutenu ceux de Vallourec, nombreux articles dans l'*Humanité Rouge*, affiches, tables rondes contre les licenciements à Bessèges, etc. Nous continuerons à le faire si ces menaces se précisent et nous appelons tous les travailleurs d'Alès, du département et de la région à apporter leur soutien contre les attaques de la bourgeoisie. La classe est une, chaque fois qu'elle est attaquée à un endroit c'est dans son ensemble qu'elle doit se solidariser et riposter.


Roger Doladille, secrétaire du syndicat CGT de Vallourec.


Jean Sauvagnagues, secrétaire du syndicat CGT de la SAFT.

La SAFT

C'est la plus grosse entreprise métallurgique de la région d'Alès, filiale de l'Alsthom-Atlantique, elle emploie actuellement 800 personnes. Elle fêtera 150 ans d'existence en 1984 et ici, rares sont les familles dont l'un des membres n'a pas travaillé aux forges de Tamaris. L'entreprise employait dans sa période faste 3 500 travailleurs. Nos lecteurs connaissent la lutte exemplaire et victorieuse menée pendant plus de deux mois par ceux de la S.A.F.T. fin 1979. Comme nous disait Jean Sauvagnagues, secrétaire du syndicat C.G.T. : « *Ici le climat revendicatif a toujours été dur* » et c'est vrai ! C'est dans ce creuset que se sont forgées de solides traditions de lutte de classe, des dirigeants ouvriers qui honorent la classe ouvrière. Pour toutes ces raisons ceux de la S.A.F.T. sont une référence pour les ouvriers et tous les travailleurs de notre région.


Une assemblée générale de ceux de la SAFT durant la grève.


Une vue du dépôt de Nîmes.

NIMES
Violente attaque contre les cheminots

«*Tout, tout, tout est menacé à la SNCF*», me confie un cheminot tout en distribuant un tract syndical place de l'Horloge à Nîmes. Nous sommes le jeudi 6 mars, c'est la journée d'action CGT sur la ville. Nous avions déjà évoqué dans notre journal les menaces sur le dépôt où 350 emplois sont menacés. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au transport, à Nîmes-Gare, 162 emplois supprimés en 5 ans ; à l'exploitation, c'est 164 postes qui disparaissent de 1975 à 1980, alors bien sûr, on parle de mutations, mais vers où ? Car, c'est bien partout en France que l'emploi est menacé à la SNCF. Au plan national, l'avenir est sombre : 100 000 suppressions d'ici 1990, fermeture de 3 gares sur 4.

Sur Nîmes, on assiste à la fermeture partielle du dépôt de Courbessat, à la fusion de différents services à la gare voyageurs, ainsi qu'à une aggravation des conditions de travail et de sécurité, notamment avec l'équipement des trains par un seul agent : le conducteur. Pour l'usager, la restructuration de la SNCF signifie avant tout un coup de poing au porte-monnaie avec la récente hausse de 9,4 %, l'augmentation des tarifs a atteint 23 % en un an. De plus certains tarifs sociaux sont tout simplement supprimés.

A côté de cela, le gouvernement attribue d'énormes ristournes aux gros chargeurs Pechiney et Cie. Il faut savoir que le trafic marchandise représente 90 % du trafic total contre 10 % pour les voyageurs, et c'est 256 milliards de centimes qui sont partis dans leurs poches pour la seule année 1978 !

Sur la région, l'ampleur des conséquences est énorme. Comme nous le confiait un responsable CGT, «*leur plan c'est rayer Nîmes de la carte en 1982 et Béziers en 1984. S'ils y arrivent, ça ferait des milliers de cheminots touchés sur notre région. C'est pas possible qu'on accepte de gaîté de cœur de voir supprimer son outil de travail. Nous on dit non. On veut travailler, mais on veut vivre. C'est nous qui produisons. C'est nous qui devons imposer votre façon de voir et d'entendre*».

Face à la crise du capitalisme, le gouvernement a demandé aux dirigeants de la SNCF de réfléchir à une «gestion plus adaptée», une commission de technocrates de son côté élaborait «le plan Guillaumat». En deux mots, restructurer (ou démanteler), et intégrer le réseau national dans un réseau européen des chemins de fer. Le contrat d'entreprise qui vient de sortir, il y a quelques mois, l'état-major de la SNCF expire en 1982 ; hasard ? Car en 1982, la main-mise de l'Etat sera totale. Il rachètera les parts des anciennes compagnies. Quel sera après cette date l'avenir de la SNCF ? Le statut même du cheminot sera remis en cause !

L'ampleur de l'attaque à la SNCF appelle une riposte massive. Connaissant les traditions de lutte des cheminots et la solidarité de la population, notre parti est convaincu qu'en mobilisant toutes les énergies pour construire l'unité syndicale et ouvrière, en travaillant dès maintenant à développer la solidarité entre toutes les catégories d'ouvriers et d'employés, ainsi qu'avec les autres travailleurs de la région, il est possible de faire reculer la direction.

EMINENCE : Des dessous peu reluisants

La société Eminence s'est créée à partir d'un petit atelier nîmois en 1940. La direction qui a su tirer tout le parti d'une main d'œuvre qualifiée dans la bonneterie, a rapidement adopté des méthodes modernes de gestion et de production. De petites unités dispersées, avec des conditions de travail et des salaires différents, afin de diviser le personnel, voilà la politique suivie jusqu'ici dans le textile, en particulier par Eminence. Pour le seul département du Gard, plus de 1 850 personnes sont réparties sur 9 unités.

Eminence, une marque bien connue, mais dans le Gard ce sont des usines bien connues pour leurs dures conditions de travail, et les bas salaires des ouvrières et ouvriers. 1 850 personnes qui travaillent dans les usines d'Alès, Aimargues, Nîmes, Saube, Boisset, Gaujac, Bagnoles-sur-Cèze...

Chez Eminence, comme dans le textile en général, ce sont surtout des femmes qui travaillent à la chaîne, coupent, montent, piquent, etc... pour un salaire guère supérieur au SMIC pour une semaine de 40 heures. A propos du temps de travail, rappelons que beaucoup d'ouvrières n'habitent pas sur place. Cela veut dire qu'il faut rajouter au moins une heure de trajet ou plus par jour. Les conditions de travail sont celles que connaissent beaucoup d'hommes et de femmes. Voici ce que nous disait une ouvrière, il y a quelques temps : «*A Eminence, si on ne fait pas le rendement, il y a d'abord les engueulades, puis des jours de mise à pied, puis la porte... Et pour arriver à faire ce rendement, on a pas le droit de parler en travaillant, de faire de l'avance, d'aller aux toilettes trop souvent, de manger dans l'usine, de fumer, de téléphoner ou d'être appelé au téléphone, ni aider sa voisine au travail. En revanche, on écoute de la musique toute la journée, avec une chaleur étouffante en été. Quand on fait son rendement, on a le droit de se lever, mais pour celles qui sont apprenties, si elles se lèvent trop souvent, les surveillantes leur ramènent des pièces à réparer, leur reprochent de sortir trop souvent et leur conseillent de mieux travailler*».

Face à cette situation, les luttes se développent, lancées par la CGT, présente dans les différentes entreprises avec quelques fois FO, et un syndicat autonome. A la fin du mois de décembre 1978, par exemple, toutes les usines du Gard se sont mises en grève à propos du 13ème mois. En effet, ce 13ème mois est fonction du nombre de jours d'absence dans l'année. Il n'est vraiment un 13ème mois que dans le cas où il n'y a eu aucune absence, et devient inexistant dans le cas où les absences dépassent 11 jours. En 1978, le patron voulait ramener ce nombre de jours à 7 ! La grève a permis de maintenir les 11 jours.

Actuellement, quoi qu'il n'y ait pas d'embauche, l'emploi ne semble pas menacé, mais les ouvrières n'oublient pas que par le passé, il y a eu des licenciements et du chômage technique.

CACHAREL : Le temps c'est de l'argent

A st Christol, les ouvrières refusent les cadences

Dans notre région, la tradition industrielle basée sur le textile et les travaux du cuir reste encore assez forte, bien que depuis l'après guerre on note de nombreuses fermeture d'entreprises à caractère familial et artisanal incapables de faire face à la concurrence. La bonneterie emploie environ un million de femmes et jeunes filles sur Nîmes, disséminées en petits ateliers, certains atteignant 100 à 200 personnes.

A partir de 1955, c'est la kyrielle de fermetures avec la disparition des ateliers des Tricotages mécaniques des Cévennes, puis les ateliers Landauer, Muller et Portal, enfin la Société Nîmoise de confection qui déposa son bilan en 1974 supprimant 340 emplois féminins. Malgré tout, sur cette toile de fond de faillites et de fermetures dans la confection certaines entreprises réussissent à se maintenir, voire se développer comme Deloustal, Chazalon, Midi Textile ou encore Horvilleur et Gardoise de confection. Tel est encore le cas de deux requins bien connus dans notre département, Eminence et Cacharel qui emploient 2 à 3 000 personnes environ. « Le secret pour réussir » quand on lance la mode c'est d'abord de pratiquer des salaires de misère et des cadences infernales en exploitant la main-d'œuvre locale ou celle du Tiers-monde.

Nous avons rencontré des ouvrières d'Eminence et des déléguées syndicales de Cacharel à Nîmes dont les collègues de St-Christol ont récemment lutté contre le nouveau système de production, entendez par là : la valse des cadences pour un salaire identique ou presque.



Cacharel dans le Gard

Cacharel emploie actuellement 1 450 personnes dont environ 85 % de femmes. Ses différentes usines sont réparties comme suit : Nîmes 1 1 640 salariés, Sommières 95 salariés, Bessèges 130 salariés, St-Christol 175 salariés, Fréjus 170 salariés. En 1971, il ouvre sa première boutique, confection pour femmes à 70 % bien qu'il produise pour hommes et enfants. Il est le premier exportateur dans l'habillement, 40 % de la production va aux U.S.A. et en Europe. Le groupe Cacharel possède également six sociétés dont Vog. Il a lui-même pris en mains sa propre publicité, il possède également 122 façonniers dans le monde, hormis notre région où les salaires sont très bas. L'exploitation éhontée d'une main-d'œuvre sous payée dans des pays du Tiers-monde (Inde, Colombie, Hong-Kong, Maroc, Portugal, Roumanie, etc.) lui assure de juteux profits.

Cadences infernales et salaires de misère

interview de délégués CGT de Cacharel Nîmes

— Peux-tu nous présenter l'usine ? le syndicat ?

— C.G.T. : Ici, c'est Nîmes I, avec Nîmes II ça fait 640 salariés en tout. L'usine existe depuis 15 ans. Sur Nîmes II, il y a un cadre pour deux ouvrières. Il y a environ 80 cartes de la C.G.T., aux élections on fait 96 %. Le syndicat est implanté depuis avril 1975, c'est parti de St-Christol parce que le patron n'avait pas donné l'augmentation normale. Une fille est allée se renseigner à la Bourse et les syndicats sont partis de là. St-Christol a démarré ! et les autres ont suivi. Au début, Cacharel il devait faire du social, et depuis lundi 3 mars pour la coupe, ils nous ont annoncé les 2-8, comme si c'était une amélioration les 2-8 !

— Peux-tu faire un résumé des luttes chez Cacharel ?

— C.G.T. : En 1976, on a fait 15 jours de grève, toutes les usines. On a demandé la 5e semaine sans condition, le 13e mois, la baisse des cadences, la journée de convenance personnelle et deux jours de congés en plus. Toutes les usines étaient descendues à Nîmes, on avait fait une grande manifestation.

En 1977, à la coupe on s'est mis en grève car ils avaient relevé les salaires des chaînes, pas les nôtres. On a obtenu une augmentation de 300 F ; il faut dire qu'il y a beaucoup de divisions, aux ateliers c'est la chaîne et puis ils essaient de monter les ouvrières les unes contre les autres pour mieux s'en sortir...

Ce mois de février à St-Christol ils ont fait trois semaines de grève sur la nouvelle organisation du travail, sur le salaire et les cadences infernales. Ils ont revu les temps et les filles n'y arrivent pas, elles tombent et ne priment pas. Elles touches 2 310 F, net,ça fait 1 900 F. Du jour au lendemain, avec le nouveau protocole, les cadences ont doublé, ils ont essayé de mettre St-Christol au même niveau que les autres unités. D'après eux avec ce nouveau système, on doit gagner plus sans se fatiguer et les filles n'y arrivent pas. Pour les soutenir, on a débrayé deux heures pendant quatre jours avec Bessèges et Sommières. Les filles sont rentrées à St-Christol en attendant la

fin du protocole, ensuite selon ce qui se passera elles tacheront d'agir.

— Quelle est la position du syndicat sur ce protocole ?

— C.G.T. : Ce protocole est à l'essai depuis six mois. Si toutes les unités ne le signent pas, à la fin du mois il sera annulé. On reviendra comme avant c'est-à-dire à la pièce. Nous qui ne sommes pas au rendement, c'est avantageux. Les filles au chrono ça ne va pas, de toutes façons il faut attendre la réunion de coordination pour savoir ce qu'on décide.

— Y a-t-il des menaces sur l'emploi ? les conditions de travail ?

— C.G.T. : C'est-à-dire qu'ils n'embauchent pas, à la coupe ils prennent des intérimaires, justement pour leur faire faire les 2-8. Nous, beaucoup ne peuvent pas et ne veulent pas. Il y a au moins 15 intérimaires en ce moment, ils sont pris à cette condition. Les cadences, plus ça va, moins on y arrive. Le salaire moyen c'est la catégorie 3, le salaire est de 2 756 F en marchant à 75-80 % au chrono, sinon la paie descend à 2 331 F et les chronos sont tellement justes que les filles n'y arrivent pas. Il y a des baisses de tension, des crises de nerfs...

— Quelles sont les perspectives de lutte ?

— C.G.T. : On va essayer de refuser les 2-8, on va diffuser des tracts, expliquer, si les filles sont d'accord on lancera un mot d'ordre de grève.



Les délégués CGT durant l'entretien.

La reconduction du protocole et la remise en cause des nouvelles cadences semblent une étape importante de la lutte chez Cacharel, les syndicalistes des diverses unités s'interrogent sur la nécessité de le reconduire dans son état actuel.

Les 2-8 seront également l'enjeu d'une nouvelle bataille. Difficile ? Sûrement, le secteur textile est morcellé en petites unités, la division est savamment entretenue et par les temps qui courent le chômage pour les femmes est encore plus pesant. Lors de la grève de St-Christol, le patron, larme à l'œil, y est allé dans la démagogie et le chantage *« Si ça continue on va fermer, on ne peut pas vous donner plus »* et comme par hasard les patrons sont toujours en déficit... et pourtant le chiffre d'affaires progresse (plus de 25 % en 1979). Bien sûr, la mobilisation est difficile, les syndicalistes en butte à la répression. On se souvient encore de l'affaire Furnon... et pourtant les Cacharel ont, en d'autres circonstances, démontré leur détermination.

NOTE A PROPOS DES SALAIRES ET DU NOUVEAU PROTOCOLE : à la base un salaire minimum garanti de 2 200 F qui correspond à 65 % du rendement idéal. Quand l'ouvrière atteint 75 %, elle a 300 F de plus, puis 31 ou 32 F pour chaque 5 % supplémentaire. En 2e catégorie quand on tient 100 % du rendement on touche 2 678 F, 3 203 F en 7e catégorie.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . .
PRÉNOM. . . . .
Lieu de travail. . . . .
Adresse . . . .
Code postal . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

Suite de la page 12

Pourquoi ne retrouve-t-on pas, dans la progression des prix, les répercussions de la hausse du prix du pétrole *dans les secteurs concernés uniquement par cette hausse ?*

Car l'accélération des prix ne frappe pas seulement le secteur énergie (20,5 %), mais aussi les produits d'entretien (13,9 %), l'automobile (13 %), les produits alimentaires (dont les prix ont surtout évolué fin 1979 : 1 % par mois contre 0,7 % antérieurement). La dernière étude de l'INSEE sur la conjoncture souligne que la hausse du prix du pétrole ne s'est fait sentir qu'à partir de mai 1979, alors que les prix à la production se sont accélérés dès janvier 1979.

En réalité, s'il est vrai que la hausse du prix du coût des matières premières, en particulier énergétiques, ont eu une certaine influence sur cette flambée des prix, c'est parce que *«ces coûts ont été répercutés à la fois par le gouvernement et les entreprises».* Il y a aussi la libération des prix comme facteur essentiel de cette poussée. Soulignons d'ailleurs, de nouveau au passage, que ce sont les trusts pétroliers et l'État qui profitent de ces hausses sur le prix du pétrole, puiqu'il leur en revient une part six fois plus importante que celle qui revient aux pays producteurs.

LA LIBERATION DES PRIX

Regardons par exemple la hausse des services privés qui s'est accentué dès le premier semestre 1979 : elle coïncide exactement avec la libération de leurs prix (hôtels, restaurants, cafés, opérations de station-service,...). De même, l'accélération de la hausse des produits manufacturés ainsi que des prix de détail qui l'ont suivi (hausse de 11,8 % sur 1979).

La flambée des prix, c'est donc le résultat de la libération des prix, principal moyen de redéploiement industriel.

TOUS POUR LES PROFITS

Il s'agit de faire en sorte que les firmes puissent se constituer de grosses marges de profits pour être compétitives ; et cela implique moins de dirigisme économique et une libération des prix.

Cette compétitivité passe aussi par une baisse des frais de production et une élévation de la productivité du travail. La baisse des frais de prodution, cela signifie blocage des salaires et serrer la ceinture pour les travailleurs. La hausse de la productivité du travail, c'est l'emploi de matériel nécessitant moins de travailleurs au profit d'une intensification de la prodution, c'est aussi une intensification des cadences, sans toujours un changement technologique, dans certaines branches en «pointe».

L'étude de l'INSEE sur la conjoncture ne reconnaît-elle pas que : *«Grâce au ralentissement de la hausse des salaires* (réduction de 2 % du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire), *le coût salarial par unité produite n'a évolué depuis deux ans que lentement* (6,2 % par an)».

Oui, si cela va mal pour les travailleurs, cela n'est pas le même cas pour les grands trusts français. Le blocage des salaires et la poussée des prix (plus 1 % par mois) a permis aux grands monopoles d'empocher de confortables profits. D'après l'INSEE, l'on a assisté en 1979 à une croissance des exportations industrielles des grandes firmes exportatrices (plus de 9,6 %) supérieure à celle de la demande mondiale (6 %). Notamment, très fortes ventes de biens d'équipement (naval et aéronautique) et de produits agro-alimentaires.

Bref, il s'agit de permettre aux plus grands monopoles de réaliser des profits maximum sur le dos des travailleurs. Il est vrai que Barre n'est pas *«venu à Matignon pour faire le joli cœur»*, mais... pour gonfler les profits d'une poignée de grands trusts et banques et serrer la ceinture des travailleurs.

Catherine Lemaire



CHINE

Du 23 au 29 février dernier s'est tenue la 5e session plénière du Comité central du Parti communiste chinois. Une des décisions essentielles de cette session a été la réhabilitation de Liu Shaoqi.

A titre purement informatif, nous publions l'extrait du communiqué officiel de cette session ayant trait à cette décision.

Par ailleurs, nous publions à titre de document la résolution du IIIe congrès du PCML sur la pensée maozedong.

5e SESSION DU CC DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

La réhabilitation de Liu Shaoqi

Un autre point important inscrit à l'ordre du jour a consisté à réhabiliter le camarade Liu Shaoqi. La session estime qu'ex-vice-président du comité central du parti communiste chinois, président de la république populaire de Chine, grand marxiste et révolutionnaire prolétarien, le camarade Liu Shaoqi, dont le dévouement au parti et au peuple ne s'est jamais démenti pendant des dizaines d'années, s'est donné corps et âme à la cause de la révolution prolétarienne et a eu des mérites impérissables tant dans la révolution de démocratie nouvelle que dans la révolution et l'édification socialistes de notre pays.

Cependant, à la veille de la grande révolution culturelle, une estimation, qui ne correspondait ni à la réalité du parti ni à la situation du pays, a conduit à cette conclusion qu'il se trouvait au sein du parti une ligne révisionniste contre-révolutionnaire. Plus tard, une autre conclusion en a été tirée : il y existait encore un prétendu quartier général bourgeois présidé par le camarade Liu Shaoqi. Conclusions fausses et insoutenables à cent pour cent. Mus par leur intention contre-révolutionnaire, celle d'usurper le pouvoir suprême du parti et de l'Etat et de renverser la dictature du prolétariat, Lin Biao, les quatre et consorts, profitant de la situation, ont fabriqué des dossiers, persécuté le camarade Liu Shaoqi politiquement comme physiquement et ont abattu, en les accusant d'être ses agents, un grand nombre de cadres dirigeants du parti, du gouvernement et de l'armée, provoquant ainsi de terribles conséquences. L'histoire de notre parti n'a jamais connu une injustice aussi criante et il est temps de redresser ces torts. Depuis un an environ, sur les « crimes » imputés au camarade Liu Shaoqi à la 12e session, en octobre 1968, du Comité central issu du 8e congrès, la Commission centrale de contrôle de la discipline a fait soigneusement enquêtes et recherches, vérifié et revérifié les dossiers et présenté au Comité central un rapport détaillé et digne de confiance. Le bureau politique du Comité central fut unanime à l'approuver et, sur cette base, a rédigé un projet de résolution sur la réhabilitation du camarade Liu Shaoqi. A l'issue de discussions aussi consciencieuses que sérieuses, la session a adopté à l'unanimité cette résolution : il a été décidé d'annuler les chefs d'accusation qui lui furent imputés à la 12e session : « renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière », d'abolir la résolution erronée d'alors : « l'exclure pour toujours du parti et le destituer de toutes ses fonctions au sein et en dehors du parti », d'abroger le précédent rapport de vérification et de réhabiliter le camarade Liu Shaoqi, grand marxiste, révolutionnaire prolétarien et un des principaux dirigeants de notre parti et de notre Etat. Une cérémonie à sa mémoire aura lieu à la date choisie. Quant aux verdicts non fondés prononcés en relation avec le cas du camarade Liu Shaoqi, les départements intéressés sont tenus de les casser. Partant de l'esprit d'unité et de progrès, la présente résolution sera portée à la connaissance de l'ensemble du parti et du peuple, afin que soient éliminées les séquelles néfastes laissées par le règlement injuste de ce cas et que tout le parti et tout le peuple soient mobilisés pour se lancer, d'un même cœur et avec une pleine confiance, dans cette ambitieuse entreprise : la réalisation des quatre modernisations.

La session déclare solennellement au parti et au peuple tout entier : la réhabilitation du camarade Liu Shaoqi montre que le parti communiste chinois est un parti révolutionnaire, marxiste qui, fidèle à la vérité et prêt à corriger toute erreur commise, adopte une attitude sérieuse et consciente, loyale et franche. Elle montre également que le parti est déterminé à redonner sa pureté première à la pensée-maozedong et cela n'est pas un slogan creux, mais une position de principe inébranlable adoptée dans toutes les activités concrètes du parti. Au cours de la grande révolution culturelle, notre parti avait commis là une erreur aussi grave qu'affligeante, erreur qui, par suite de l'exploitation qu'en firent Lin Biao et la bande des quatres — ces conspirateurs contre-révolutionnaires — a entraîné des désastres jamais connus dans l'histoire du parti. Après la chute de cette bande, le comité central du parti a fait le procès des crimes contre-révolutionnaires commis par Lin Biao et les quatre, de même que celui des graves erreurs de la grande révolution culturelle. Par ailleurs, toutes les fausses accusations, échafaudées de toutes pièces par Lin Biao et la bande des quatre, ont été successivement révoquées. La réhabilitation du camarade Liu Shaoqi par la 5e session plenière du CC ne concerne pas que la victime elle-même ; il s'agit en même temps d'en tirer, au bénéfice de notre parti et de notre peuple, une douloureuse et inoubliable leçon, de sorte que notre parti et notre pays puissent désormais tout faire pour maintenir, consolider et perfectionner notre démocratie et notre législation socialistes et éviter à tout jamais la répétition de ces verdicts non fondés dont furent victimes le camarade Liu Shaoqi et tant d'autres au sein comme en dehors du parti, et que notre parti et notre pays ne changent jamais de couleur.

RESOLUTION DU 3eme CONGRES DU PCML (Janvier 78)

Sur la pensée maotsétoung



Le Parti communiste marxiste-léniniste a, depuis son congrès constitutif, pris pour fondement théorique, le marxisme, le léninisme et la pensée maozedong.

Il tient à réaffirmer solennellement le caractère décisif des développements apportés par Mao Zedong à la théorie marxiste-léniniste.

Mao Zedong est le plus grand marxiste de notre époque, époque marquée par l'apparition du révisionnisme moderne. Il a apporté au peuple chinois comme au prolétariat et aux peuples révolutionnaires du monde, une immense contribution sur les plans de la théore révolutionnaire et de la pratique révolutionnaire.

Mao Zedong est le fondateur du Parti communiste chinois et de l'État de dictature du prolétariat en Chine. Pendant plus d'un demi-siècle, il a dirigé en personne la révolution chinoisé ; il a établi les lignes, principes et mesures politiques justes aux diverses étapes de la révolution chinoises, conduisant ainsi le peuple chinois à la victoire de la démocratie nouvelle comme aux grandes victoires de la révolution et de l'édification socialistes.

Mao Zedong a déclenché dans le mouvement communiste international contemporain la grande lutte contre le révisionnisme moderne ayant pour centre les révisonnistes soviétiques, et a contribué ainsi grandement à l'essor de la cause des peuples en lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Il a, en formulant la thèse des trois mondes, apporté une contribution essentielle à l'analyse du monde contemporain et à la définition de la stratégie mondiale.

Combinant la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution chinoise et de la révolution mondiale, il a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme dans les domaines de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme scientifique.

Dans la période du socialisme, la plus grande contribution que Mao Zedong a apportée au marxisme, c'est d'avoir fondé la théorie générale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Il a dressé le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat acquise après Lénine, et a dégagé, sur la base des principes de Marx et Lénine, la loi du développement de la société socialiste : la société socialiste s'étend sur une assez longue période historique pendant laquelle subsistent toujours les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, pendant laquelle existe aussi le danger de restauration du capitalisme et demeure, enfin, la menace de subversion et d'agression de l'impérialisme et du social-impérialisme.

Mao Zedong, dans le cadre de cette théorie, a étudié la contradiction entre rapports de production et forces productives dans la société socialiste : il a établi la distinction entre contradictions au sein du peuple et contradictions entre le peuple et ses ennemis, ainsi que les méthodes de leur solution correcte ; il a énoncé une théorie générale quant à la lutte contre les responsables du parti engagés dans la voie capitaliste. En définitive, Mao Zedong a résolu, sur le plan théorique, les questions concernant le caractère, les cibles et les forces motrices de la révolution ininterrompue par étapes sous la dictature du prolétariat.

Mao Zedong a, par ailleurs, développé dans la période du socialisme, la théorie marxiste-léniniste sur la lutte interne au parti communiste et pour son édification, en formulant, à partir de l'expérience de la lutte entre les deux lignes au sein du Parti communiste chinois, ces trois principes fondamentaux : *«Il faut pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture et ne tramer ni intrigues, ni complots»*.

Mao Zedong se range parmi les grands éducateurs du prolétariat mondial, Marx et Lénine. La pensée maozedong est une arme idéologique puissante pour les peuples du monde dans leur lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et toute la réaction. C'est, pour les communistes, une arme idéologique puissante dans leur combat contre le révisionnisme, le dogmatisme et l'empirisme.

Voilà pourquoi notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste, prend pour base le marxisme et le léninisme, et son développement le plus récent, la pensée maozedong et s'attache à les appliquer pour mener à bien sa tâche révolutionnaire.

Voilà pourquoi notre parti demande à tous ses militants, cadres et cadres dirigeants, d'étudier les œuvres de Mao Zedong qui sont une synthèse scientiique de l'expérience acquise par le prolétariat, les nations et peuples opprimés dans leur lutte révolutionnaire, avec le même souci, la même régularité et la même attention qu'ils étudient et doivent étudier les œuvres des grands dirigeants révolutionnaires, Marx, Engels, Lénine et Staline, et de s'attacher à les appliquer aux conditions concrètes de la France.

Solidarité avec la librairie «LE PHENIX»

Le vendredi 7 mars, un groupe d'individus faisaient irruption dans la librairie «Le Phénix» à Paris. Une librairie bien connue de tous ceux qui s'intéressent à la Chine et en particulier à sa culture. Armés de chaines de moto, le visage masqué, les agresseurs se mettent à tout casser à l'intérieur de la librairie, frappent des clients avant de mettre le feu avec des coktails molotov. En repartant, ils referment les portes derrière eux, manifestant ainsi une volonté évidente de mettre en cause la vie des personnes présentes. Ils voulaient tuer ! C'est par pure chance que le bilan de cette agression sauvage n'a pas été plus grave. Claire Julien, vendeuse à la librairie a été gravement brûlée au visage, aux mains et au buste. Philippe Meyer, lui aussi hospitalisé, a été brûlé aux mains. Cette agression fasciste dont la cible était la Chine a suscité une profonde émotion dans les milieux très divers unis par la condamnation d'un tel acte.

Un comité de soutien s'est constitué appellant à la solidarité financière afin de restaurer la librairie et lui permettre de reprendre ses activités. Notre parti soutient cette initiative, ses militants agissent autour de lui pour qu'elle soit entendue largement.



Emues par l'attentat inqualifiable qui a entraîné la destruction complète de la librairie Le Phénix, le vendredi 7 mars, des personnalités s'intéressant, indépendamment de toute prise de position politique, aux études sinologiques et à la culture chinoise, soucieuses de ne pas voir disparaître les quelques centres de diffusion du livre chinois et des publications extrêmes-orientales qui mettent à la disposition du public français les productions éditoriales de Chine et d'Asie, se sont constituées en Comité de soutien. Elles expriment leur sympathie aux libraires blessés au cours de l'attentat.

Elles appellent leurs amis et collègues désireux d'aider à restaurer la librairie à se faire connaître en écrivant à l'adresse suivante :
Comité de soutien librairie Le Phénix
72 boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS

Les contributions financières peuvent être envoyées au nom de L. Vandermeersh, CCP No 32 88664 H, MARSEILLE.

Signataires de cet appel :
M. P. Bady, professeur à l'École Normale Supérieure ;
Mme Bergere, professeur aux Langues Orientales (INALCO) ;
Mme Bruguiere-Bastid, chercheur au CNRS ;
Mme Cartier, chercheur au CNRS ;
M. F. Cheng, professeur à INALCO ;
M. Denis, président de l'université de Haute-Bretagne;
M. P. Destenoy, professeur à Aix-Marseille 1 ;
M. J.P. Jpdieny, professeur à l'École Pratique des Hautes-Études ;
M. J. Germet, professeur au Collège de France ;
M. Y. Hervouet, professeur à Paris VIII ;
M. D. Holzam, professeur aux Hautes-Études ;
J. Ivens, cinéaste ;
Mme M. Loridan, cinéaste ;
A. Levy, professeur à Bordeaux III ;
Mme M. Loi, professeur Paris VIII ;
Mme Lombard-Salmon, chercheur au CNRS ;
M. S. Martin, professeur à Paris VII ;
M. A. Roux, professeur à Paris VIII ;
M. C. Sauvageot, journaliste ;
M. K. Shipper, professeur à l'École Pratique des Hautes-Études ;
M. P. Trolliet, professeur INALCO ;
M. Tsien Tche-Hao, chercheur au CNRS ;
M. L. Vandermeersch, professeur à l'École Pratique des Hautes-Études ;
Vercors, écrivain.



Ce qu'il reste de la librairie «Le Phénix» après le passage des fascistes.



Nous publions ci-contre une interview de trois membres de Seaska, au sujet des Ikastola (écoles basques). Nous verrons tour à tour, ce que sont ces Ikastola, le pourquoi de leur création, ce qu'est Seaska, les moyens financiers et matériels dont il dispose, ses structures, etc...

Qu'est-ce que les Ikastola ?

Ikastola signifie Ikas/tola — Apprendre/endroit.

L'Ikastola, c'est le service public d'enseignement basque apolitique et aconfessionnel,

c'est l'école où on apprend le basque,

c'est l'école où on apprend en basque,

c'est l'école basque.

L'Ikastola maternelle accueille des enfants de 2 ans, 2 ans et demi, à 6 ans, l'Ikastola primaire accueille des enfants de 6 ans à 11 ans. L'Ikastola est créée par les parents qui prennent en charge l'organisation matérielle et participent au travail pédagogique en équipe.

Pourquoi a-t-on créé des Ikastola ?

Longue est l'histoire de la langue basque qui se perd dans la nuit des temps, mais le début de sa fin date de l'an II (deux) et du rapport Grégoire, qui instaura l'obligation à 18 millions d'individus (Basques, Bretons, Alsaciens, etc.), de parler le français alors qu'il n'y en avait que 3 millions qui le parlaient. Que le décret de la même année instaurait la mise en place dans toutes ces régions d'enseignants qui devaient apprendre le français, et que quiconque ne respecterait pas ce décret serait relevé de ses fonctions et puni de 6 mois d'emprisonnement.

Puis Jules Ferry, pour des raisons d'unification, mit en place l'enseignement obligatoire en français.

Que depuis ce jour, l'éducation nationale française en Euskadi (Pays basque) c'est l'école privée de la classe dominante. Elle n'a pas pour vocation de s'adresser aux enfants du peuple basque, elle n'est pas conçue pour eux. Qu'elle soit publique ou privée, l'école française ne véhicule que la langue et culture françaises, alors que l'Ikastola prend en compte la langue et la culture basques, et la langue et la culture françaises.

Qu'est-ce que SEASKA ?

Seaska centralise un certain nombre de services communs (recrutement et formation des enseignants, et finances en particulier), et à son tour Seaska et les 4 autres fédérations des Ikastola d'Alava, de Biscaye, de Guipuzcoa et de Navarre, forment la confédération des Ikastolas.

Seaska est donc la fédération des Ikastola du Pays basque nord.

La première des Ikastola a vu le jour dans les locaux d'ENBATA en 1961. Le début de ces écoles date d'il y a 10 ans, où la première fut créée à Arcangues, et durant 5 années des implantations eurent lieu (uniquement écoles maternelles), et ces 5 dernières années apparurent les Ikastola primaires, tout en continuant à développer la création de maternelles. Il y a actuellement en Pays basque nord 19 Ikastola maternelles et 5 Ikastola primaires qui se répartissent dans les villes suivantes : Anglet, Arcangues, Ascain, Bayonne, Biarritz, Cambo, Hasparen, Hendaye, Mauléon, Pau, Sarre, Tardets, Ustarits, Mouguerre, Saint-Pée, Saint-Palais, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Jean-Pied-de-Port, pour ce qui est des maternelles (Bayonne en ayant deux à sa disposition).

Anglet, Bayonne, Mauléon, Saint-Palais, Saint-Jean-Pied-de-Port, pour les primaires. Ces créations du départ, se firent le plus souvent en bord de mer, où la régression de la langue basque se faisait le plus sentir, du fait du développement touristique de la côte, des centres industriels, des axes routiers, alors qu'il se faisait sentir d'une façon toute aussi importante sur l'intérieur des terres mais moindre tout de même, car le Pays basque intérieur est essentiellement agricole, plus isolé, plus difficile d'accès, et pratiquement sans industries, ce qui fait qu'il a pu conserver sa langue un peu plus longtemps.

Quels sont les moyens dont dispose Saeska ?

a) Le personnel :

40 employés (enseignants et personnel).

Les enseignants étant nommés en basque : Erakasle. Ces 40 employés couvrent actuellement, les besoins des 19 maternelles et des 5 primaires.

b) Les irakaslé :

1) Le recrutement se fait sur la demande de l'intéressé, adressée à Seaska (ceux-ci doivent avoir dès le départ le bac, et une solide connaissance en basque). Seaska organise alors une sélection composée d'un jury.

Un jury examine les connaissances en basque du candidat (vocabulaire, grammaire).

Un 2e jury examine la façon de voir l'enseignement par le candidat, et ses motivations.

Les 2 jury font la synthèse sans le stagiaire, celle-ci lui étant présentée par la suite, et la formation est ensuite assurée par Seaska.

2) Le candidat suit 3 jours de session sur la langue basque, de formation psychologique générale, courant pédagogique, pédagogie active.

3) Le candidat effectue ensuite des stages dans les Ikastola, avec :

1er trimestre un stage en maternelle en Ipar Euskadi.

2e trimestre un stage en primaire en Hego Euskadi.

3e trimestre un stage en primaire en Ipar Euskadi.

Ces stages sont suivis tous les mois par la commission pédagogique, et il est demandé au stagiaire d'établir 3 rapports sur ses stages :

1er rapport : observation générale dans les Ikastola.

2e rapport : observation, réflexion sur un fait (évolution de l'enfant, bilinguisme par exemple).

3e rapport : analyse et observation plus approfondie.

Maintenant un nouveau système est mis en application, celui du parainage, où un enseignant déjà en place suivra toute l'année le stagiaire au niveau de la formation pratique.

Quelles sont les structures de Seaska ?

Une assemblée a lieu tous les ans (assemblée générale) en début d'année, pour adopter ou non le rapport de l'an passé, préparer l'année suivante. Durant 2 jours se créent les différentes commissions : commission pédagogique, commission information, commission finances, commission Ikastola (développement), pour pouvoir dégager le plan de travail de l'année. Les commissions se réunissent tous les 15 jours et forment le bureau exécutif. A l'intérieur de ce bureau, 3 personnes sont désignées pour assumer les fonctions de président, secrétaire et trésorier, qui se réunissent toutes les semaines. Le comité directeur est formé avec les responsables des commissions, du bureau directeur, de représentants de chaque Ikastola, et se réunit tous les 2 mois. Tous les parents, membres enseignants, bienfaiteurs, etc... ont un compte rendu de ce qui se passe à Seaska. Pour donner une idée de quoi se compose une commission, la commission pédagogique comprend 4 erakasle et 4 parents.

Les assemblées générales sont très suivies, y compris d'ailleurs pour les autres réunions, car du fait que les parents soient réellement intégrés et puissent participer aux décisions, ils se sentent responsables de l'avenir de leurs enfants des Ikastola et de Seaska.



Rencontre des Ikastola de Navarre et de Bayonne. — Photo Embata.

Dans chaque Ikastola nous retrouvons la même structure que dans Seaska.

De quel matériel pédagogique disposez-vous ?

Il est insuffisant faute de moyens. Alors, on fait avec les moyens du bord, tout en conservant le principe de la méthode active. On l'achète quand il n'est pas trop cher, mais celui-ci bien sûr, ne peut être considéré comme du matériel spécialisé. Des parents s'étonnent de voir les enfants monter sur des tables, mais faute de crédits ou de subventions, pour les tests de psychomotricité, équilibre, ces écoles ne peuvent disposer de bancs spéciaux ; aussi sont-ils remplacés par les tables. Pour le primaire, il n'y a pas de livres bien précis, mais petit à petit le matériel se constitue. Le matériel s'inspire du sud pour le primaire, mais le sud et le nord n'ayant pas les mêmes centres d'intérêts (sud : urbanisme, industries) (nord : agricole, touristique), il faut donc que l'Ipar Euskadi fasse son matériel. Qui plus est les problèmes que pose l'eskuara batua (basque unifié) où depuis plus de 50 ans l'académie basque travaille dessus ne sont pas encore tout à fait résolus. Les règles de syntaxe, grammaire, etc... sont respectées, mais des mots diffèrent encore dans le vocabulaire, ce qui pose un problème pour le matériel.

Qu'en est-il du ramassage scolaire ?

Il est inexistant, les pouvoirs publics ne voulant rien savoir, et ne faisant rien pour résoudre ce problème, les parents s'arrangent une fois de plus pour déposer les enfants dans les écoles ce qui entraîne pour certains quelques problèmes. On peut même supposer que cela est un frein pour quelques personnes désireuses de mettre les enfants dans les Ikastola.

Vous avez toujours un problème, celui des locaux, alors comment cela se passe-t-il ?

Celui-ci est constant du fait des effectifs croissants et de la volonté de ne pas dépasser le seuil de 25 élèves par classe, seuil ayant été fixé comme acceptable pour que chaque enfant puisse être suivi dans les meilleures conditions et régulièrement. Les locaux sont soit municipaux, privés, ou propriété des Ikastola. Les réparations des locaux municipaux sont à la charge des communes, ainsi que pour certains locaux privés, où là aussi, elles prennent à leur charge les réparations, mais bien souvent l'agrandissement ou la création de nouveaux locaux est pris en charge par Seaska. Il est d'ailleurs à noter que les garderies

sont prises en charge et assurées par les parents.

De quel matériel disposent les enfants ?

Je crois que c'est comme dans toutes les écoles françaises, à savoir que l'on y retrouve magnétophones, cassettes, puzzles, etc....

Les cantines : comme dans beaucoup d'endroits les parents sont obligés d'y laisser leurs enfants, alors ?

Les repas sont assurés par les cantines municipales. Soit les enfants se rendent dans les cantines pour y prendre leur repas, soit les repas sont apportés sur place. Toutefois, certaines Ikastola n'ayant pas cette facilité, les parents et les enseignants assurent le repas des enfants.

Maintenant nous allons aborder un des plus gros problème celui des finances : alors où en êtes-vous ?

Pour l'année 1978-1979, chaque enfant représentait tous les mois une dépense de 400 F. Cette année, les augmentations du coût de la vie et de toutes les charges qui devront être assumées par Seaska, la prévision du budget est passée à 2 600 000 (deux millions six cent mille francs), soit 500 F par enfant.

Les moyennes des recettes budgétaires se répartissent en général comme suit (celles-ci étant variables suivant les années) :

Parents	25 à 26 %
Bienfaiteurs	13 %
Campagne souscriptions publiques	9 %
Fêtes.	29 à 31 %
Conseil général	7 à 9 %
Mairies	4 à 13 %
Calendriers.	4 à 7 %
Divers	2 %

Nous voyons bien par ce tableau, que les subventions accordées par les municipalités et le conseil général sont dérisoires, car à tous deux ils ne couvrent en moyenne que 17% du budget, le reste étant apporté par les parents bienfaiteurs, etc... Vu le peu d'aide que témoignent les pouvoirs publics, il serait souhaitable pour que vivent les Ikastola dans les conditions actuelles, que les parents puissent donner 3% de leur revenu, mais ce n'est pas une obligation. Seul le trésorier sait combien chaque parent verse et peut verser. Aucun obstacle financier n'est mis en travers du parent désireux de mettre son enfant dans une Ikastola, car chacun sait que la situation particulièrement grave chez certains ouvriers ou autres catégories sociales ne peut être envisagée pour nuire à l'avenir de l'enfant. Aussi chacun donne ce qu'il peut, et jamais la remarque d'un parent plus aisé ou participant davantage aux frais des Ikastola ne viendra salir la pauvreté, tout étant régi par une confiance réciproque et une véritable solidarité au sein de Seaska.

Peut-on parler d'une répression du pouvoir français sur les Ikastola ?

Oui, et elle se manifeste par de multiples façons :

a) par la volonté des pouvoirs publics de ne faire aucune information sur la langue basque, ou aucune et si peu à la télévision, la radio, la presse, etc...

b) par les difficultés apportées par les mairies au niveau des locaux (réticence et difficultés sur le prêt et agrandissement de ces locaux) ;

c) par la tentative de suppression d'une Ikastola à Saint-Palais ;

e) par l'interdiction d'un match de foot ball Nantes/San Sebastien qui devait se dérouler à Bayonne, et dont les bénéfices devaient être versés à Seaska (résultats estimés 200 000 F de manque à gagner) ;

f) par la répression des manifestations en faveur des Ikastola en envoyant les forces de l'ordre ;

g) par les subventions dérisoires qui leurs sont accordées.

Le réquisitoire serait trop long et je crois qu'il vaut mieux en rester là.

Photo Embata.



Quelles sont les difficultés de Seaska et des Ikastola ?

Elles sont d'abord d'ordre financier, ensuite d'implantation, car là aussi existe un problème. Dans bien des villages de l'intérieur, nous trouvons très souvent une école libre et une école laïque, celles-ci ayant déjà des difficultés à maintenir des classes ouvertes du fait de la régression des effectifs (baisse de la natalité et exil de la population dû particulièrement au chômage, bien que là encore il faudrait lutter contre la grille Guichard mais c'est un autre problème), et de voir une 3e école s'implanter est bien souvent mal accueilli pour les raisons que l'on peut facilement comprendre. Ensuite les parents assument de lourdes tâches financières et matérielles, ce qui leur pose un certain nombre de problèmes croissants d'année en année. Mais le plus grave, c'est que la répression constante du pouvoir contre ces écoles basques dont le gouvernement ne veut pas, amène les Ikastola à être terriblement menacées dans un proche avenir. En effet, toutes ces formes de répression amènent certains parents à hésiter à mettre leurs enfants dans les Ikastola et ceci est excessivement grave.

Alors que demandent les Ikastola pour résoudre ces problèmes ?

1) a) Que les municipalités prennent à leur charge les Ikastola dans des locaux municipaux, comme pour les écoles laïques.

b) Les frais de terrain et une participation à la construction des écoles.

c) Tous les frais d'entretien, réparations, etc...

d) Les frais de cantines, ramassages scolaires, etc...

e) Les frais annexes des classes de neige, colonies de vacances.

f) Les frais financiers d'emprunt, partie des frais d'administration.

g) Que les enseignants soient reconnus en tant que tels.

2) Que le Conseil général prenne une part importante au financement des Ikastola.

3) Qu'une information digne de ce nom puisse avoir lieu en langue basque à la télévision, la radio, la presse, etc... dans un premier temps et cela tous les jours.

Cet interview a pu être réalisé grâce à 3 membres de Seaska, une caramade du P.C.M.L., et le correspondant H.R. de Biarritz, ainsi qu'avec des documents édités par Seaska et sa revue mensuelle Ikastolak.

Courrier des lecteurs



Suite de la page 2

meurtre, avec pressions patronales et policières à l'appui ? Crois-tu que tu serais accueilli les bras ouverts, et que les gens ne seraient pas « *froids, distants* », «*derrière leurs fenêtres hermétiquement closes* » ?

N'y a-t-il pas beaucoup de gens, des ouvriers, des travailleurs, qui se soumettent, qui baissent les bras, qui se taisent ? On ne peut pas le leur reprocher ; il faut comprendre cela, le montrer, en démonter le mécanisme.

Le dogmatisme, cette conception étriquée du marxisme, conduit à passer à côté de la réalité (on est à 100 pas des masses) et en même temps à nier l'aspect positif d'un événement, d'une œuvre, voir à déformer cette œuvre elle-même. Dans « *Une femme flic* », le commissaire Levasseur quitte la police parce qu'elle ne se fait plus d'illusions. Il est faux d'affirmer, dans ces conditions, que le film entretient des illusions sur le rôle de la police. De la même façon, la fin du film n'est pas ambigüe et il est facile de comprendre que l'ex-commissaire Levasseur, prise en filature, va être éliminée. La fin est donc bien pessimiste ; il n'y a pas une fin heureuse, soit ! Mais ce n'est pas un western !

Ce qu'on peut cependant regretter dans le film de Boisset (mais n'oublions pas qu'il a le grand mérite d'exister), comme dans la plupart de ses films (« *Le juge Fayard* » par exemple), c'est d'être trop «*édifiant* » ; trop, c'est trop, ce n'est plus la réalité quotidienne, et même si le film concentre des événements réels, il prend un aspect théâtral et mélodramatique qui nous éloigne de la vie réelle.

Montrer les difficultés et la noirceur de la vie de tous les jours, celle qui n'est pas nécessairement faite de coups d'éclat, et démonter les petites compromissions quotidiennes de certains, serait plus efficace, mais aussi plus difficile.

Je signale à ce propos le film « *L'œil du maître* » sur les pressions à la télévision, qui, à mon avis, va dans ce sens.

Mais une bonne fois pour toutes (et cela rentre aussi dans le cadre des discussions du 4e Congrès, contre le gauchisme et le dogmatisme) mettons à la poubelle une certaine conception de l'art progressiste et avançons dans la voie de Brecht et de Lou Sin.

Un film, ce n'est pas un rapport politique du Comité central !

F.S. Clermont-Fd., le 2/03/80.

Sur un p'tit air autocritique

Camarade,

Je ne vais pas épiloguer sur ta lettre qui est publiée dans son intégralité ci-dessus. Pour l'essentiel je suis d'accord avec tes critiques et ton analyse. L'article sur « *La femme flic* » est ce que l'on peut appeller une « *erreur de parcours* »... Nous en ferons d'autres, ce qui ne veut pas dire qu'il faut faire n'importe quoi sous prétexte de « *droit à l'erreur* ».

Ta lettre constitue un apport à la réflexion que nous devons mener en ce domaine. Mais ne nous faisons pas d'illusion, régler « *une bonne fois pour toutes*» cette question ne se fera pas du jour au lendemain.

Pour en revenir à l'article. Le but recherché n'était ni de démolir, ni d'appeller à ne pas aller voir ce film, bien au contraire.

« *La femme flic* » est, de mon point de vue, un film très intéressant, qui apporte des choses. Mais ce qu'il apporte est limité, et ce n'est pas du fait du réalisateur, mais bien du fait du système.

Le but recherché était le suivant : dépasser le cadre du film et apporter des explications, « *la police au service d'une classe* », « *deux poids, deux mesures en matière de justice* » et apporter des éléments de réflexion sur pourquoi la bourgeoisie n'est pas trop gênée de laisser étaler une partie de sa pourriture... Le moins que l'on puisse dire, c'est que le but n'a pas été atteint.

Notre rôle, à mon avis, ce n'est ni d'encenser ou de démolir une œuvre, mais, à partir d'un film, d'un livre ou autres, d'apporter notre point de vue sur le sujet traité, d'armer les gens pour qu'ils soient à même de mieux comprendre le mécanisme de tel ou tel phénomène. Ceci, un film qui sort dans le cadre de la distribution « *commerciale* » bourgeoise ne peut le faire.

Voilà de quel point de vue je suis parti pour rédiger mon article, avec dans la tête un schéma un peu trop étriqué et en procédant surtout par affirmation, comme si le rôle de la police comme pilier de l'Etat bourgeois était une évidence pour tout le monde.

... Et je me suis planté.

Claude Dhalluin

MAGAZINE

ANTON DVORAK : «concerto pour violoncelle et orchestre en si mineur. opus 104»

La voix des peuples tchèque et slovaque



Anton Dvörak (1841-1904)

Un prince slovaque, exilé, revient dans son pays opprimé par l'empire austro-hongrois. Son but : unir le peuple, la nation, et engager le combat pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie. C'est là le thème de ce très beau concerto d'Anton Dvorak (prononcez : Vordjak). Un thème d'une brûlante actualité bien qu'il ait été écrit à la fin du siècle dernier. L'oppresseur a changé mais le combat demeure.

On dit que Husak n'aime pas le «concerto pour violoncelle» ! Mais, vous,vous aimerez cette œuvre d'une grande poésie où se mêlent la mélancolie et la révolte. Et avec quelle chaleur, quelle intensité dramatique, Rostropovich fait vibrer son violoncelle. C'est la voix des peuples tchèque et slovaque qu'il nous fait entendre. Une voix cassée, torturée, baillonnée. Ce que la voix ne peut dire, la musique peut l'exprimer. Une musique que ferait bien d'écouter ceux qui aspirent à aller courir sur les stades du nouvel empire oppresseur !

Il existe de nombreux enregistrements du «Concerto pour violoncelle» d'Anton Dvorak. L'un d'entre eux a obtenu, en 1970, le grand prix du disque de l'Académie Charles Cros : interprété par l'orchestre philarmonique de Berlin, direction de Von Karajan, soliste Mstislav Rostropovitch. Deutsche Grammophon : 139 044.

Cantate «Octobre» opus 74 de Serge Prokofiev

La Révolution en musique

Mettre en musique des citations de documents politiques et historiques de Marx, Engels et Lénine ! L'idée était hardie. Encore fallait-il créer une véritable œuvre symphonique, autre chose qu'une «illustration musicale» de textes choisis. «*Un spectre erre à travers l'Europe, celui du communisme*», cette citation extraite du *Manifeste du Parti communiste* sert d'introduction et de thème central à la cantate. On sent un monde qui craque, la révolte qui gronde : la révolution n'est pas loin. Débute la première partie avec «Les philosophes». La chorale est divisée en deux et pendant que l'une (les philosophes) explique le monde, l'autre (la masse ouvrière et paysanne) clame sa volonté d'agir pur le changer. Vient ensuite l'organisation des masses que l'ennemi veut détruire. «*Nous marchons en rangs serrés*». Un interlude, rappel de l'introduction, puis commence la deuxième partie : «La révolution», «la victoire». C'est l'assaut final de la vieille forteresse. L'orchestre donne toute sa puissance dans ce mouvement exécuté sur un rythme rapide. A l'orchestre symphonique et aux chœurs, Prokofiev a adjoint, avec bonheur, une musique militaire (qui souligne le caractère organisé et armé de la révolution) et des instruments plus populaires, tel l'accordéon, qui mettent en évidence que ce sont les masses qui font l'histoire. Un nouvel interlude, plus ample (le «spectre du communisme» a pris forme) et débute la dernière partie de l'œuvre avec «symphonie». Un mouvement court, solennel, exprimant toute la portée historique de l'événement. Et la cantate se termine avec le retour des «Philosophes» qui, imperturbables, continuent de pérorer...

A l'heure où le marxisme-léninisme est piétiné, attaqué de toutes parts, cette œuvre de Prokofiev tient chaud au cœur, redonne courage et espoir.

Cantate «Octobre» op. 74 33 tours. «Le chant du monde». Collection : Musique de notre temps. LDX A 78423.



Serge Prokofiev (1891-1953)

Amis lecteurs

Participez à la rubrique culturelle

Envoyez vos critiques

NOTES DE LECTURE

«Les Héroïques»

Guy Lagorce (Ed Julliard)

Moscou 80 : boycott ou pas ? Le débat est déjà largement entammé dans notre pays. Des sportifs de haut niveau viennent de prendre position en faveur de la tenue des jeux olympiques à Moscou, à grand renfort de publicité. Encouragés, portés à bouts de bras par les «Nouveaux Munichois», les milieux financiers et industriels en quête de contrats juteux en URSS, et par une presse spécialisée pour qui l'annulation des jeux olympiques serait un manque à gagner certain. Bref, utilisés jusqu'à la moëlle, voilà nos champions qui pétitionnent, manifestent, s'organisent en groupe de pression. Un bien mauvais combat. Pourquoi une telle attitude de la part d'hommes et de femmes qu'on ne saurait suspecter, dans leur grande majorité, d'être «pro-soviétiques» ?

A travers un recueil de nouvelles, dont le thème central est le sport de haute compétition, Guy Lagorce verse une pièce au dossier. Et l'on frémit de voir comment se fabrique un champion, comment se fabrique une machine à battre les records. Heureusement la machine a un cerveau. Mais parfois, la machine dérègle le cerveau et le boxeur devient fou, l'escrimeuse criminelle...

Il faut écouter Valentine raconter, avec toute la candeur de ses 15 ans, son stage à l'INS ; découvrir au détour d'une phrase la présence du fric et de la politique, et une idéologie qui rappelle Nietzche. Ecoutez ce champion : «*Lorsqu'on est un champion, un vrai champion, on n'a pas le droit de ne pas haïr son adversaire. En haute compétition, les bons sentiments ne doivent servir qu'au moment des interviews... Dans le temps peut-être était-ce possible... Cela se passait «en famille», en petit comité. Aujourd'hui, c'est la guerre. On peut s'aimer après si l'on veut. Et si l'on survit. Mais pas pendant. J'aime ça, c'est bien ainsi, je n'ai aucun goût pour les paradis perdus. J'aime la haute compétition parce que dans sa folie elle est d'une logique de fer. Implacable. Il faut aller en avant, au bout, on atteint vite le point de non retour. Il faut que tous se brisent, qu'un seul sorte vainqueur, vivant... Moi !*». Mais, n'est-ce pas là l'idéologie d'un Sylvain Floirat, d'un Baron Empain, d'un Marcel Dassaut ?

Voilà bien le fond du problème. Le sport est à l'image du système social du pays dans lequel il est pratiqué. Il ne peut échapper à l'idéologie dominante. Rien d'étonnant dès lors que les athlètes de RDA, d'URSS, de France ou des USA réagissent de la même manière. Gardons-nous au demeurant de généraliser. Le sport ne se résume pas à cela. La grande masse des sportifs amateurs, les vrais, le savent. Ils ont une autre vision du sport, une autre conception du monde.

Et même parmi l'élite : souvenons-nous de Jesse Owens ou des Afro-américains levant le poing à Mexico. De tout cela, Guy Lagorce ne parle point. Dommage. Cela limite la portée de son livre. Un livre bien écrit, intéressant, utile. A lire donc ; avec esprit critique.

Alain Mercier







Les anniversaires du mois de mars:

8 Mars:
journée internationale des femmes

18 Mars:
Début de la Commune de Paris

POÈME DE VICTOR HUGO, [illegible] 1871

Ceux qui savent tes vers mystérieux et doux,
Tes jours, tes nuits, tes soins, tes pleurs donnés à tous,
Ton oubli de toi-même à secourir les autres,
Ta parole semblable aux flammes des apôtres;
Ceux qui savent le toit sans feu, sans air, sans pain,
Le lit de sangle avec la table de sapin,
Ta bonté, ta fierté de femme populaire,
L'âpre attendrissement qui dort sous ta colère,
Ton long regard de haine à tous les inhumains,
Et les pieds des enfants réchauffés dans tes mains;
Ceux-là, femme, devant ta majesté farouche,
Méditaient, et malgré l'amer pli de ta bouche,
Malgré le maudisseur qui, s'acharnant sur toi,
Te jetait tous les cris indignés de la loi,
Malgré la voix fatale et haute qui t'accuse,
Voyaient resplendir l'Ange à travers la Méduse.

PORTRAIT

Louise Michel 1830 - 1905

Au conseil de guerre : « *j'appartiens toute entière à la Révolution sociale... ce que je réclame de vous qui vous affirmez conseil de guerre... C'est le camp de Satory où sont déjà tombés nos frères. Il faut me retrancher de la société ; on vous a dit de le faire, puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance et je dénoncerai à la vengeance de mes frères les assassins du conseil de guerre* ».

Née en 1830 d'une mère célibataire, servante, engrossée par le jeune noble du château, Louise Michel a la chance de recevoir une instruction. Elle devient institutrice, alors que Napoléon III a fait son coup d'Etat et oblige les fonctionnaires au serment. Elle le refuse et se tourne vers l'école libre (mais laïque). Dans les années 60, elle travaille à Paris où elle fréquente l'opposition, collabore à ses journaux, discute avec Jules Vallès, Eugène Varlin et Victor Hugo.

Dès cette époque, la police la connait comme la secrétaire de la « *Société démocratique de moralisation ayant pour but d'aider les ouvrières à vivre par le travail dans le devoir ou à y rentrer* ». Titre compliqué pour le but recherché : aider les ouvrières à se tirer de l'abîme qui s'ouvrait à leur pied en cas de chômage : prostitution et alcoolisme.

Louise adhère à l'Internationale (fondée en 1866 à Londres par Karl Marx et d'autres socialistes). C'est à ce titre qu'elle est élue présidente du *Comité de vigilance des citoyennes du 18e arrondissement*. Avec les membres actives de son comité, déguisées en hommes et armées de carabines, le 18 mars 1871, elles montent à l'assaut de la Butte Montmartre pour y récupérer les canons.

Durant la Commune, elle est «*garde nationale*» et ambulancière au 61e bataillon. Elle fait aussi des propositions pour l'éducation des filles pour un enseignement professionnel alliant la théorie et la pratique en atelier, accessible à tous, ainsi que, pour la prise en charge des orphelins par l'Etat.


Louise Michel à son retour de la Nouvelle Calédonie.

Lors de «La Semaine sanglante», elle se bat à Issy et Clamart, puis sur les barricades de Clignancourt. Elle réussit à s'échapper mais se livre pour libérer sa mère qui a été arrêtée à sa place, en otage.

Elle est condamnée à la déportation à vie en Nouvelle Calédonie, où elle refuse d'obtenir un régime différent de celui des hommes. Là-bas, elle fait l'alphabétisation des Canaques (et les soutient chaleureusement lors de leur insurrection contre la colonisation française). Amnistiée en 1980, elle revient en France, où elle est accueillie avec enthousiasme. Pendant 25 ans, elle va passer sa vie au service des « *sans-travail* », des prolétaires, de ceux qui réclament justice : soutien aux chômeurs, aux grévistes de Decazeville, contre la peine de mort, pour le 1er mai (alors jour travaillé) pour la grève générale. Quelle que soit la couleur du drapeau qu'elle ait arboré (elle se dit anarchiste), elle se trouve toujours du côté des affamés, des opprimés, ce qui lui vaudra 4 condamnations avec 6 années de prison au total. En 1905, alors que se crée la Confédération Générale du Travail (CGT), elle est assassinée par un anarchiste en plein meeting à Marseille. Son enterrement est une manifestation d'une foule inombrable des «*petits*» des faubourgs ouvriers de Paris, à la tête de laquelle on reconnait Jules Guesde, Paul Lafargue et Jean Jaurès, dirigeants du parti ouvrier socialiste rendant le plus bel hommage qu'il soit à celle qu'on a appellé la « *Grande Femme* ».

En 1905, s'ouvrait l'époque des guerres impérialistes pour le partage du monde, et mais surtout celle de la libération des peuples, du prolétariat, des hommes et des femmes du monde entier.

Estelle Delmas

Encore plus que les hommes, les femmes travailleuses, les femmes révolutionnaires sont exclues de l'histoire. Depuis toujours, les femmes du peuple ont été asservies à deux tâches : la maison, et le travail. Peu d'historiens les mentionnent dans le passé, sauf pour les décrire comme des « *harpies* », des « *grenadiers femelles* » (Fabre d'Eglantine, 1791, le « *doux* » poète de « *Il pleut il pleut bergère* » !), « *des coquines soutenues par quelques souteneurs* » (général Bonaparte), quand, prenant leur part, toute leur part aux mouvements populaires, elles sortent du cadre de « *la douceur et de la fragilité féminine* ».

Mais les femmes qui ont le plus fait écumer de fureur ces messieurs journalistes ou écrivaillons haineux, furent sans conteste, celles de la Commune de Paris « *les Pétroleuses* ».

Alexandre Dumas, qui en d'autres romans, fait des reines et princesses et servantes des objets de la politique, déclare en 1871 « *Nous ne dirons rien de leurs femelles* (des communards) *par respect pour les femmes auxquelles elles ressemblent quand elles sont mortes... elles semblent avoir pris à tâche de devenir l'opprobe de leur sexe et de répudier le rôle immense et magnifique de la femme dans la société* ».

Femme et révolutionnaire : Louise Michel



Une vue du camp de Satory où sont enfermées 1 500 communardes avant d'être jugées par le Conseil de guerre, en 1981. 200 femmes ont été condamnées au bagne ou la prison. Combien d'autres moururent les armes à la main sur les barricades de la semaine sanglante.

«Les femmes étaient comme les hommes, ardentes, implacables, enragées. Elles pansaient les horribles blessures faites par la mitraille. Elles accouraient auprès de ceux qui hurlaient, puis l'oreille remplie de ces cris, sortis des dernières fibres vivantes de chair, elles prenaient résolument le chassepot et couraient aux mêmes blessures, à la même agonie» (journaliste du Times).

Voir page 31